ARTISET CURAVIVA















senesuisse



Un cahier thématique commun

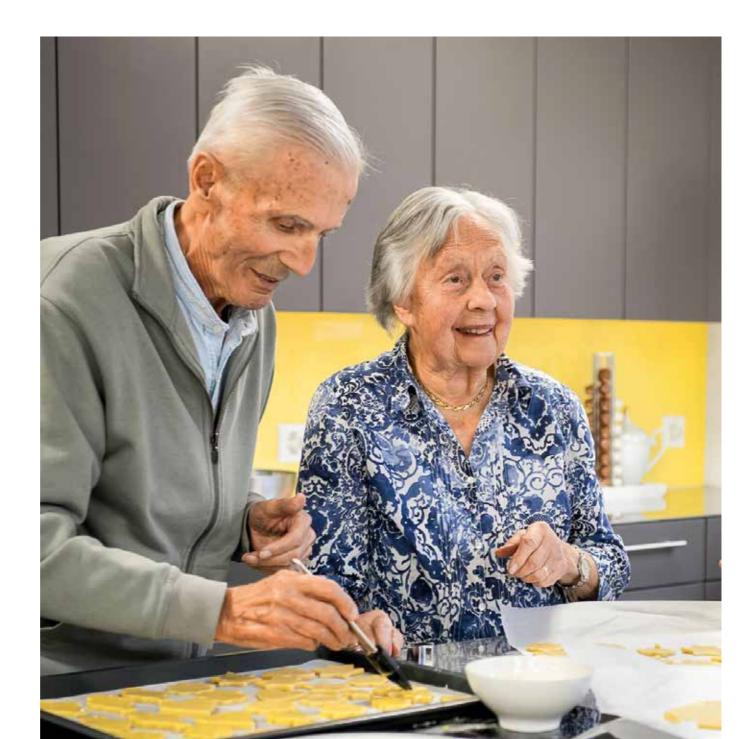
Coordonner ccompagnement personnes âgées

Pour plus d'autonomie et de qualité de vie



Coordonner l'accompagnement des personnes âgées

Pour plus d'autonomie et de qualité de vie



Impressum: Cahier thématique conjoint • Éditeurs: ARTISET, Fondation Paul Schiller Pro Senectute Suisse • Redaction: autrices et auteurs de ARTISET, Fondation Paul Schiller, Pro Senectute Suisse, Alzheimer Suisse, Service de relève Suisse, Gerontologie CH, Croix-Rouge suisse, senesuisse, Aide et soins à domicile Suisse • Correction: Stephan Dumartheray • Coordination: ARTISET, Zieglerstrasse 53, 3007 Berne • Téléphone: 031 385 33 33 • E-Mail: info@artiset.ch • Annonces: Zürichsee Werbe AG, Fachmedien • Graphisme et impression: AST & FISCHER AG • Réimpression, en tout ou partie, selon accord avec la rédaction et indication complète de la source



DIE NATÜRLICHEN FARBE ZERTIFIZIERT MIT CRADLE TO CRADLE



Papier | Fördert gute Waldnutzung FSC* C031954

Servez le meilleur de la mer et des eaux douces



Qu'il s'agisse de saumon, de sandre, de truite ou encore de dorade: le poisson, c'est bon, et en plus, c'est sain! Le Sommelier de poisson diplômé IHK et Category Manager Hanspeter Schläppi sait ce qui est important.

Le poisson possède des valeurs nutritives particulièrement élevées, est riche en acides gras essentiels et il livre ainsi des protéines faciles à digérer. Il contribue à l'apport en vitamines A et D et contient des substances importantes telles que l'iode et le sélénium.



Une compétence élargie et un vaste assortiment de poissons frais
Hanspeter Schläppi est le premier Sommelier de poisson de Suisse. Chez
Transgourmet, il coordonne l'assorti-ment global du seafood, négocie les
meilleurs prix pour vous avec les fournisseurs et il est en charge de la commande des produits. Non seulement il s'y connaît en matière de contrôle de

la qualité, mais il a également étudié en profondeur les questions en lien avec l'aquaculture et le bien-être animal.

Une offre spécialement adaptée à la restauration Care

Chez Transgourmet, il existe une équipe de compétences dédiée aux solutions nutritionnelles, qui s'occupe intensivement des besoins de la restauration Care. Cette équipe s'est réunie avec Hanspeter Schläppi afin de composer un assortiment de poissons pour les cuisiniers professionnels des foyers, des résidences et des hôpitaux. Désormais, des filets prédécoupés sont disponibles dans des portions pratiques. Ceux-ci peuvent être commandés dans une quantité définie sur le magasin en ligne de Transgourmet à l'aide d'une fonction déroulante. Ces produits, pauvres en arêtes, proviennent d'une production durable.

Vos avantages chez Transgourmet:

- Un grand choix de poissons surgelés et frais
- Des filets prédécoupés en portions pratiques
- Une qualité supérieure durable à des prix attrayants
- Des produits convenience et des spécialités populaires

Un assortiment spécial de poissons pour la restauration Care:

Une nouvelle brochure à télécharger : www.transgourmet.ch/care

En un clic vers notre assortiment spécial Care :

www.transgourmet.ch/care-shop

Transgourmet Suisse SA

Lochackerweg 5 | 3302 Moosseeedorf | transgourmet.ch

Die smarte App zur cleveren Software.



Mit der RedLine App erleichtern wir Ihre Betreuungsarbeit.

- Sprechen Sie Ihre Notizen in Ihr Smartphone. Ihre gesprochenen Informationen werden automatisch ins Journal geschrieben.
- Dokumentieren Sie Ihre Einträge mit den Fotos, die Sie mit Ihrem Smartphone aufnehmen.
- Erfassen Sie die Abgabe von Medikamenten direkt bei der Abgabe – jederzeit und überall.
- Neu: Mit der integrierten Agenda haben Sie alle Termine Ihrer Klientinnen und Klienten im Blick.

Mit diesen und weiteren ausgewählten Funktionen der RedLine App sind Sie jederzeit mit RedLine verbunden. Die RedLine App ist verfügbar für iPhone und Android.

Nehmen Sie mit uns Kontakt auf und lassen Sie sich beraten.

Die smarte RedLine App•



redline-software.ch

RedLine Software GmbH · 9000 St. Gallen

Accompagnement des personnes âgées: perspectives pour la Suisse



Elisabeth Baume-Schneider, conseillère fédérale Photo: màd

«Un rôle porteur de sens au sein de la communauté est, aussi au grand âge, la base du bien-être physique et mental et d'une vie heureuse.»

Le regard porté sur le grand âge est depuis toujours influencé par des normes et des idéaux de la société. Par le passé, on parlait de troisième âge, auquel est venu s'ajouter le quatrième âge. Je trouve cette perspective encourageante: à un moment donné, à la retraite, c'est comme une nouvelle vie qui commence. Une vie certes peut-être déjà marquée par des limitations, mais qui peut néanmoins être une vie de bonne qualité.

L'âge est relatif, mais les besoins des personnes ne le sont pas. Tandis que la politique se préoccupe depuis longtemps de l'accès aux services de santé et aux soins ainsi que de la sécurité matérielle des personnes âgées, d'autres éléments doivent aussi être pris en considération. Les échanges sociaux, la stimulation intellectuelle, le soutien émotionnel et un rôle porteur de sens au sein de la communauté sont, aussi au grand âge, la base du bien-être physique et mental et d'une vie heureuse.

Fort heureusement, ce domaine fait l'objet de nombreuses innovations. Je pense par exemple aux offres de proximité, aux prestations coordonnées de différents fournisseurs et aux colocations pour personnes âgées, qui constituent une nouvelle forme de communauté. De nombreuses offres dans le domaine de la vieillesse évoluent. Grâce à leur personnel très engagé, elles contribuent largement à ce que les personnes âgées puissent vieillir dans la dignité. Elles permettent de mener une vie bien intégrée et riche de sens, de découvrir de nouveaux loisirs, de créer de nouveaux liens et, pourquoi pas, de nouvelles amitiés.

Nous voulons toutes et tous vivre nos vieux jours avec la plus grande autonomie possible. Heureusement, il existe

aujourd'hui de nombreuses offres et formes de vie qui le permettent. Mais elles ne suffisent pas à elles seules. Les personnes âgées elles-mêmes doivent être prêtes à s'y engager. Et cela demande des efforts.

Il faut du courage pour se confier aux autres. Il faut de la force pour reconnaître sa propre vulnérabilité et accepter de l'aide. C'est ce que

je souhaite à nos personnes âgées ainsi qu'à leurs proches et familles. Quant aux personnes et aux institutions qui accompagnent, je leur souhaite beaucoup de force et de créativité pour continuer de développer ces prestations de manière innovante, afin de faciliter l'acceptation de l'aide.

Sommaire

Favoriser le maintien à domicile 14

Entre travail de proximité, bureau d'information et réseau de coordination



Organiser la vie en institution 36

Quand les institutions se donnent le temps pour entretenir le lien et la vitalité du quotidien



Communautés de soutien

52

Des quartiers, des communes et des régions encouragent le vivre ensemble et l'entraide



Ce que signifie l'accompagnement

Des définitions scientifiques donnent une orientation. Six champs d'action montrent la diversité des prestations d'accompagnement. Le plurilinguisme en Suisse invite à une réflexion sur le sens des mots. Un expert esquisse sa vision de l'avenir de l'accompagnement.

Développements politiques actuels

De nombreuses villes, communes et cantons ont élaboré des stratégies et projets dans le domaine de la vieillesse. Au niveau fédéral, des décisions concrètes sont encore à venir. Des actrices et acteurs aux différents niveaux de l'État, de l'administration et de la politique, s'expriment sur la direction à prendre.

Les besoins des personnes âgées

Pouvoir vivre dans un environnement stimulant et cultiver ses propres intérêts: quatre personnes âgées dans différentes situations de vie se racontent. La solitude est un problème, comme le relève une déléguée aux personnes âgées. Le bien-être des personnes âgées passe par le répit apporté aux proches.

Des organisations prennent position

Garantir l'accès à l'accompagnement pour tout le monde, favoriser le dialogue entre les partenaires ou impliquer les professions sociales: les associations et organisations s'y engagent.

64

Éditorial



Alain Huber, directeur **Pro Senectute Suisse**



Maja Nagel, membre du conseil **Fondation Paul Schiller**



Christina Zweifel, directrice de Curaviva et membre de direction d'Artiset

Chère lectrice, cher lecteur,

Artiset, avec Curaviva, la Fondation Paul Schiller, Pro Senectute Suisse et six autres organisations s'engagent toutes pour que les personnes âgées puissent vieillir dans la dignité, et coopèrent régulièrement sur le plan professionnel et au niveau politique stratégique afin de faire entendre leurs principales revendications communes. En publiant conjointement cette édition dédiée à l'accompagnement des personnes âgées, nous portons pour la première fois cette collaboration au niveau rédactionnel. Nous souhaitons ainsi continuer d'encourager le débat public sur un thème important pour l'ensemble de la société.

Le thème de l'accompagnement gagne en dynamisme dans le monde professionnel et dans les milieux politiques. C'est ce que montrent des études scientifiques et les développements de la pratique. De plus, à tous les niveaux de l'État, dans les communes et les villes, dans les cantons et au niveau fédéral, des projets politiques, portant sur des prestations d'accompagnement abordables, sont en voie de réalisation ou déjà en œuvre. Les prises de position des autorités, des responsables politiques et des neuf organisations participant à la présente publication témoignent d'une prise de conscience grandissante quant à l'importance d'un accompagnement professionnel et de qualité.

Les articles rédigés par les autrices et auteurs des associations et organisations montrent clairement que l'objectif de l'accompagnement psychosocial vise à renforcer les compétences de vie des personnes âgées. Malgré les déficits et les fragilités croissantes, elles doivent pouvoir déterminer elles-

mêmes leur quotidien, participer et contribuer à la vie sociale, peu importe qu'elles vivent chez elles, dans un logement adapté ou en EMS. Pour cela, elles ont besoin de savoir que quelqu'un veille à leur bien-être personnel, en accord avec elles et sur un pied d'égalité. L'accompagnement doit reposer sur une conception de la vieillesse centrée sur les ressources et non sur les pertes.

Dans cette perspective, les prestations d'accompagnement doivent aller au-delà de l'aide aux tâches de la vie quotidienne et des soins et proposer un soutien psychosocial. Une telle compréhension globale de l'accompagnement nécessite la collaboration et le renforcement des partenaires professionnels et des différents groupes de métier, chacun avec son savoir-faire spécifique. Outre les proches, d'autres groupes informels de la société civile, comme les voisins, les amis et les bénévoles, jouent un rôle essentiel. Des exemples issus de toute la Suisse illustrent bien le fonctionnement de cette collaboration dans diverses formes d'habitat et lieux de vie. Nous continuerons de suivre de près les développements dans ce domaine.

Photo de couverture: dans la fondation pour personnes âgées de Münsingen (BE), les activités favorisant le vivre ensemble, comme ici la pâtisserie, sont privilégiées.

Photo: Stefan Marthaler/Stiftung für Betagte Münsingen



De nombreuses personnes âgées ont besoin de soutien au quotidien. Souvent, et bien avant que des soins ne soient nécessaires, il s'agit de maintenir les contacts sociaux, de renforcer le sentiment de sécurité et d'assurer le bien-être psychique. C'est là qu'intervient l'accompagnement psychosocial. Mais que faut-il entendre par-là? Et comment mieux en exploiter le potentiel?

Gaby Wyser et Miriam Wetter (Fondation Paul Schiller)

e grand âge est généralement associé aux déficits: puisque leur condition physique et psychique diminue, les personnes âgées connaissent de plus en plus de limitations. Leur périmètre de déplacement se réduit, ainsi que leur cercle social. Elles ont besoin de soutien pour leurs activités quotidiennes et la mise en place de thérapies diverses permet de retarder les fragilités. Mais cela ne suffit pas toujours.

Les personnes âgées doivent être considérées dans leur ensemble, en incluant tous les domaines de la vie et en tenant compte de la complexité de chaque individu, avec son parcours de vie, ses expériences, ses forces et ses centres d'intérêt. Outre l'état physique et mental, il faut aussi porter une attention particulière à l'environnement social, au milieu culturel et à la situation financière. Quelles forces et quelles ressources les personnes âgées peuvent-elles mettre à profit et apporter? Quelles sont les limites et les difficultés dont il faut tenir compte?

L'impact de l'accompagnement psychosocial

Si nous considérons la vieillesse d'un point de vue des ressources, vieillir signifie alors bien davantage que veiller à ne pas chuter ou tenir sa maison impeccablement. Il s'agit de permettre des activités satisfaisantes qui rythment le quotidien et de donner du courage. Les personnes âgées doivent pouvoir maintenir et renforcer leurs compétences de vie, leur liberté de choix et leur participation sociale, même si elles ont besoin de soutien. Un bon accompagnement des personnes âgées doit viser ce but et contribuer à

- promouvoir la santé psychique et l'autodétermination;
- améliorer la qualité de vie;
- prévenir l'isolement social, la solitude et l'abandon.

Il est indéniable qu'un bon accompagnement favorise l'autonomie des personnes âgées. Il retarde ou évite leur entrée en EMS et permet de mieux prévenir les problèmes de santé, tant chez les personnes âgées elles-mêmes que chez les personnes proches aidantes. Cela soulage finalement le système de santé et réduit les coûts. Diverses études récentes ont montré qu'il existait une lacune en matière de soins en

Suisse et que le besoin d'accompagnement des personnes âgées n'était pas couvert.

Une forme de soutien à part entière

Un bon accompagnement psychosocial, axé sur la santé psychique et sociale, est une forme de soutien à part entière, en plus des soins et de l'aide. L'accompagnement est aussi diversifié que les besoins des personnes. Un catalogue \rightarrow

LE THÈME DE CETTE ÉDITION

Pendant longtemps, la notion d'accompagnement (ou de prise en charge) est restée ambiguë. Aujourd'hui, il existe des définitions scientifiquement fondées, qui ont été développées et concrétisées avec l'aide de spécialistes de la pratique. Une étude de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) publiée en 2023 en donne la définition suivante: «L'accompagnement permet aux personnes âgées d'organiser leur quotidien de manière autonome et de participer à la vie sociale lorsqu'elles n'y parviennent plus seules comme elles le souhaitent en raison de leur situation de vie ou de troubles physiques, psychiques et/ou cognitifs.»

Selon cette étude, un bon accompagnement possède les quatre qualités suivantes: il est centré sur la personne, global, coordonné et accessible. La présente édition met en lumière la valeur élevée que revêt un «accompagnement coordonné» pour les personnes âgées et pour la société et la manière de le réaliser.

En raison de son orientation vers la santé psychique et sociale, on parle aujourd'hui d'un accompagnement psychosocial. Il ne consiste pas à simplement décharger les personnes âgées de leurs tâches quotidiennes et veiller à leur bonne exécution: il a plutôt pour ambition de les inciter à (re) mettre à profit et renforcer leurs compétences et leurs capacités, à apprendre de nouvelles choses et à entretenir leurs relations.

Les personnes âgées doivent pouvoir maintenir et renforcer leurs compétences de vie, leur liberté de choix et leur participation sociale, même si elles ont besoin d'aide.

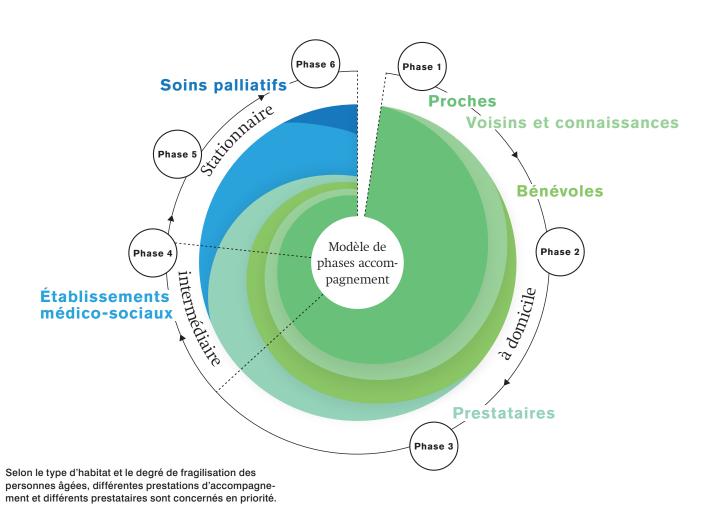
exhaustif de prestations ne suffit pas à définir ce qu'est un bon accompagnement. Plus pertinents, selon le «Guide pour une bonne prise en charge», sont les exemples de prestations d'accompagnement dans six champs d'action: prise en soin de soi, organisation du quotidien porteuse de sens, participation sociale, conseil et coordination au quotidien, gestion conjointe du ménage et accompagnement pour les soins.

Cette édition présente des exemples provenant de toute la Suisse, illustrant concrètement ce que signifie l'accompa-

gnement dans toutes les formes d'habitat, que ce soit à domicile, dans des structures de jour et en EMS. En Suisse, de nombreuses organisations proposent des prestations d'accompagnement en se fondant sur la définition susmentionnée. Dans ce cadre, l'interaction entre ces prestataires et les autres personnes engagées dans la prise en soin est centrale.

Actuellement, l'accompagnement des personnes âgées est très largement assumé par les proches, souvent avec le soutien du voisinage, des connaissances et des bénévoles. Toutefois, en raison de l'évolution de la société, les membres de la famille assurent de moins en moins l'accompagnement: soit ils habitent trop loin ou sont trop occupés par leur travail, soit les personnes âgées n'ont pas ou plus de proches. Il arrive aussi que les relations familiales soient problématiques ou que les personnes proches aidantes soient dépassées.

L'accompagnement ne peut bien fonctionner qu'avec la collaboration entre les divers groupes professionnels et l'implication des organisations, des proches et des bénévoles. En fonction de la situation et de son évolution, les différentes parties prenantes ne sont pas sollicitées de la même manière. Les cas complexes présentent des défis plus importants et requièrent l'intervention de personnes qualifiées.



Graphique: Fondation Paul Schiller

La valeur ajoutée des métiers du social

Mais qui donc peut fournir un accompagnement professionnel? Il ressort clairement de la définition ci-dessus que les métiers du social peuvent grandement contribuer à un accompagnement coordonné et de qualité. Les métiers de l'éducation sociale, de l'assistance socio-éducative, de l'animation socioculturelle, de l'accompagnement social et de bien d'autres encore apportent des compétences et des méthodes à différents niveaux de formation qui sont tout à fait adaptées à la dimension psychosociale de l'accompagnement. Des équipes interdisciplinaires et des responsables ayant une formation sociale sont indispensables pour développer un accompagnement coordonné et l'ancrer dans les établissements.

Exploiter le potentiel

En attendant que l'accompagnement psychosocial soit reconnu et mis en œuvre comme composante logique de service public dans le domaine du social et de la santé, la politique, l'administration et la pratique sont sollicitées. Les développements les plus urgents sont les suivants:

- Financement: les personnes à faible revenu ou qui n'ont pas d'environnement social adéquat doivent aussi pouvoir bénéficier d'un accompagnement. Des modèles de financement adaptés existent. Les efforts d'économies ne doivent pas entraver les débats politiques à ce sujet, ou nous en paierons le prix dans les décennies à venir.
- Accès: actuellement, la question de savoir qui décide du besoin et de la forme d'accompagnement appropriée n'est pas clarifiée. Il convient de définir des compétences et des procédures qui impliquent directement les personnes âgées. Par ailleurs, l'offre d'accompagnement psychosocial doit être développée en fonction des besoins.
- Personnel compétent et ancrage dans la gestion: les métiers du social sont l'une des clés pour mettre en œuvre l'accompagnement psychosocial, à tous les niveaux hiérarchiques. En raison de la pénurie de personnel qualifié, on assiste actuellement à un changement de mentalité qu'il convient d'encourager, tant dans la formation que dans la pratique. Il est aussi important d'inscrire les bases de l'accompagnement psychosocial dans les lignes directrices, les stratégies, les concepts d'établissement ou encore les plans d'effectifs des organisations.
- Action coordonnée: dans le cadre de l'accompagnement, la coordination entre les fournisseurs de prestations, et en particulier entre eux et les familles et bénévoles, est essentielle pour assurer un soutien efficace. Ainsi, la gestion des cas, la planification conjointe de l'offre et les offres coordonnées permettant des transitions douces doivent être privilégiées dans le travail spécialisé.
- Soulagement des proches: de bonnes solutions sont nécessaires pour les soulager et protéger leur santé ainsi que leur situation financière, car ils continueront de jouer un rôle central dans les dispositifs destinés à garantir un bon accompagnement.

■ Assurance qualité: le but est d'offrir un accompagnement de qualité permettant d'atteindre les objectifs d'impact visés, telles que la participation sociale et la santé psychique, et de contribuer ainsi à la réduction des coûts de la santé. À cette fin, il faut une conception de la qualité ainsi qu'un examen et un développement des offres en conséquence.

Pour créer, dans toute la Suisse, une offre de prestations d'accompagnement de qualité à laquelle toutes les personnes âgées ont accès indépendamment de leur forme d'habitat, nous avons besoin des structures, concepts et modèles de financement nécessaires et devons exploiter, à tous les niveaux, le potentiel des métiers du domaine social. Les articles qui suivent et les nombreux exemples dans toute la Suisse le montrent: l'accompagnement psychosocial, proposé par des spécialistes ou effectué à titre bénévole, peut grandement contribuer à la qualité de vie des personnes âgées et alimenter les débats politiques et sociétaux actuels.

Plus d'infos:

→ bienvieillir.ch

Annonce





Une relève efficace à domicile

L'étude « Les effets de la relève » montre que le soutien à domicile permet d'éviter l'entrée en institution des personnes âgées, d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle et soins et peut contribuer à la réduction des coûts de santé.

Plus d'informations sous: www.entlastungsdienst.ch



Bien accompagné.

L'importance des mots

Le plurilinguisme de la Suisse est une richesse. Un défi aussi lorsqu'il s'agit de traduire des concepts issus de cultures différentes. La recherche de la juste terminologie conduit à s'interroger sur la signification du mot, sur le sens qu'il véhicule et sur l'évolution qu'il reflète dans un cadre donné. Il en va ainsi de la traduction du mot «Betreuung» dans le contexte de la vieillesse et du vieillissement.

Anne-Marie Nicole (Artiset)

«Koordinierte Betreuung im Alter». C'est le titre allemand de cette édition spéciale du magazine Artiset. Dès la première séance de rédaction, qui a réuni durant l'été les représentantes et représentants des neuf organisations participant au projet, la question s'est rapidement posée: comment traduire ce terme de «Betreuung» en français? Prise en charge? Un terme qui fleure bon les années soixante, remarque Alexandre Lambelet, professeur associé de la Haute école de travail social et de la santé à Lausanne (HETSL).

Nul besoin de remonter aussi loin dans le temps: l'expression de «prise en charge» pour traduire «Betreuung» est encore d'actualité dans de nombreux documents de référence des politiques publiques en faveur des personnes âgées et largement utilisée par les différents services et départements de la Confédération. Pourtant, sur le terrain, le terme hérisse: la personne âgée serait-elle donc une charge, un poids, un fardeau? Le professeur de la HETSL ne manque d'ailleurs pas de rappeler qu'au début des années 2000, les co-présidentes du Conseil suisse des aînés alors fraîchement constitué avaient rédigé un éditorial dans lequel elles demandaient que les seniors ne soient pas «pris en charge», mais «pris en considération».

Recherche de l'expression adéquate

«L'expression de prise en charge laisse entendre que la personne est passive et dépendante. Elle renvoie l'idée d'une relation asymétrique et focalise sur les fragilités et les vulnérabilités», relève Alexandre Lambelet. Sa collègue Valérie Hugentobler, elle aussi professeure à la HETSL, est catégorique: «En sciences humaines et sociales, c'est une terminologie que l'on ne peut plus utiliser.» Et de fait, l'expression de prise en charge ne trouve plus guère grâce aux yeux des milieux professionnels du domaine de la vieillesse, qui lui préfèrent incontestablement le terme d'accompagnement.

Car effectivement, ce vocable reflète mieux le référentiel actuel de la vieillesse et du vieillissement qui intègre les notions d'autonomie, d'autodétermination, de participation et de citoyenneté, et qui privilégie des approches centrées sur la personne. «Accompagner, c'est cheminer avec la personne, avancer côte à côte, d'égal à égal; c'est faire avec elle et non à sa place, en fonction de ses attentes et de ses besoins, en apportant un soutien là où il est nécessaire», résume Valérie Hugentobler.

Cette question de terminologie estelle le reflet d'une évolution des pratiques? Le vocabulaire associé à la vieillesse peut-il changer les représentations sur les personnes âgées vulnérables et améliorer leur accompagnement? Valérie Hugentobler et Alexandre Lambelet sont particulièrement attentifs au choix des mots dans leurs enseignements. «Le choix des mots n'est pas neutre. En tant que scientifique, dans mes enseignements, je suis très attentive à l'usage et à la définition des termes utilisés. Il est important de ne pas faire l'économie de cette réflexion dans le cadre de la formation», affirme la première. Pour le second, la mobilisation d'un vocabulaire plutôt qu'un autre risque de renforcer des stéréotypes liés à l'âge et aura des incidences concrètes sur la façon de prendre soin des personnes. «Les mots ont un impact. Pour des étudiantes et étudiants, il est difficile de se projeter dans un travail où les personnes sont considérées comme une charge. L'idée n'est pas de nier la dépendance ni les handicaps liés à l'âge, mais d'ouvrir la perspective d'être en lien avec la personne et pas uniquement dans l'accomplissement d'une tâche.»

Absence de définition claire et uniforme

Au-delà de la portée plus humanisante du terme d'accompagnement, Fabienne Pauchard s'interroge sur ce qu'il recouvre. Responsable chez Artiset du développement des professions et du personnel du domaine des personnes âgées de Suisse latine, elle regrette l'absence d'une définition claire qui permettrait de décrire ce qu'on fait: on aide, on soutient, on assiste. Il est important de se rendre compte que la dimension psychosociale de l'accompagnement ne se limite pas aux activités sociales, mais touche à toutes les situations de vie de la personne et dans toutes les prestations d'aide et de soins.

Si la traduction française du terme de «Betreuung» peut poser problème, la signification qu'il revêt n'est pas toujours claire non plus dans le monde germanophone. «Le domaine du soutien aux personnes âgées est bien trop large et complexe pour le résumer en un seul terme», affirme Rebecca Durollet, responsable de formation et de projets de politique sociale au Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud. Elle est aussi chercheuse et, à ce titre, a collaboré à l'étude «Vieillir sans soutien de la famille», publiée en mai 2023 et réalisée par la Haute école du nord-ouest de la Suisse (FHNW). Dans ce cadre, elle a constaté que tout le monde n'avait pas la même compréhension du terme «Betreuung», peinant parfois à le différencier de l'aide (Hilfe) et des soins (Pflege), tant le champ d'action qu'il recouvre est vaste et les acteurs qu'il implique sont multiples: la famille, les proches, le voisinage, les bénévoles, les équipes professionnelles... «Nous avons aussi longuement discuté de la bonne terminologie à adopter pour la traduction française de l'étude», raconte-t-elle. Le choix s'est finalement porté sur l'expression «accompagnement psychosocial», une expression qui englobe à la fois les dimensions sociale, individuelle et professionnelle du soutien apporté. «Mais il serait important de disposer d'une définition claire qui soit en phase avec la réalité du terrain», reconnaît-elle.

Une politique de la vieillesse dépassée

«L'accompagnement reste un concept mou et protéiforme, qui se construit et se modifie au fil du temps», remarque Valérie Hugentobler. Peut-être qu'une réponse plus claire pourrait émerger des discussions politiques à venir.

À l'origine, les politiques de la vieillesse se limitaient à la protection de la santé et à la sécurité matérielle et financière. Avec le temps, ces politiques de la vieillesse ont intégré une multitude de champs d'intervention, de référentiels plus larges issus d'organisations internationales (ONU et OMS), lesquels enrichissent la réflexion sur la façon de concevoir le travail avec et auprès des personnes vieillissantes. Ce faisant, les pratiques sont remises

L'expression de prise en charge ne trouve plus guère grâce aux yeux des milieux professionnels du domaine de la vieillesse, qui lui préfèrent incontestablement le terme d'accompagnement. Ce terme intègre la notion d'autodétermination et privilégie l'approche centrée sur la personne.

en question et la terminologie avec. «Contrairement à certaines politiques cantonales plus actuelles et complètes, la politique de la vieillesse commence à dater en Suisse. Elle doit être repensée», observe Valérie Hugentobler.

En mars 2024, le conseiller aux États schaffhousois socialiste Simon Stocker a déposé un postulat en faveur d'une mise à jour de la politique nationale de la vieillesse. Il demande que les fondements de la politique de la vieillesse soient réévalués et adaptés aux évolutions démographiques, politiques, sociales et scientifiques. Il charge le Conseil fédéral de réexaminer sa stratégie vieillesse datant de 2007 et de l'actualiser en intégrant «des acteurs pertinents».

De tels acteurs auront leur rôle à jouer pour alimenter la réflexion sur les nouveaux modèles d'accompagnement et veiller à adopter un vocabulaire adéquat. La responsabilité est grande puisque l'usage répété de ce vocabulaire par les milieux professionnels, associatifs, scientifiques et politiques va le stabiliser, l'ancrer et l'institutionnaliser. La traduction est aussi un enjeu de taille, particulièrement quant à l'équivalence de signification. Elle exige du traducteur une connaissance fine du domaine, de ses tendances et de son évolution. La spécialisation est d'autant plus importante s'il s'agit de textes appelés à être diffusés et servir de référence, à l'instar d'un lexique partagé. ■

Annonce



Trends und Perspektiven im Gesundheitswesen Machbarkeit - Finanzierbarkeit - Ethik

26. und 27. März 2025 KKL Luzern

Informationen und Anmeldung trendtage-gesundheit.ch



Elisabeth Baume-Schneider Bundesrätin,

Vorsteherin EDI



Regina E. Aebi-Müller Professorin für Privatrecht und Privatrechtsvergleichung, Uni Luzern



Stephen **Jenkinson** Leiter Innovationen PharmaSuisse: Dozent Universität



Roland Kunz Leitender Arzt Akutaeriatrie. Spital Herisau





















Regard vers le futur: l'accompagnement est un service public

Une réflexion de Carlo Knöpfel, Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW)

En tant que baby-boomer, j'ai grandi avec la certitude suivante: lorsqu'un problème de société surgit, l'État social le résout. C'est remplie de cette attente que la génération la plus nombreuse aborde la vieillesse, posant ainsi des exigences à la politique et à la société. À quoi pourrait donc ressembler une solution qui ferait de l'accompagnement des personnes âgées une activité de service public?

- En tant que senior, je suis accompagné, ainsi que mon entourage, tout au long du processus de fragilisation. À domicile, dans un logement adapté, puis en EMS, mes besoins en accompagnement sont régulièrement évalués.
- Pour les parties prenantes, une chose est claire: une bonne prise en soin n'est possible que si les proches, les équipes professionnelles et les bénévoles agissent de concert.
- Un service coordonne l'ensemble et apporte son aide pour que je prenne les bonnes décisions au bon moment. Il est indépendant et ne propose pas de prestations d'accompagnement. Il dispose toutefois de la compétence nécessaire pour agir si une partie prenante ne respecte pas ses engagements ou si la qualité n'est pas au rendez-vous.
- Le travail de care non rémunéré effectué par les proches, les connaissances, le voisinage et les bénévoles reste capital. Afin de garantir la qualité et l'organisation de l'accompagnement, les structures professionnelles des communautés de soutien et des organisations d'intervention dans le domaine du bénévolat sont renforcées. Elles viennent en complémentarité, accompagnent les bénévoles dans leurs missions et proposent des formations continues. Des offres de répit pour les proches sont développées afin de préserver leur santé et leur situation financière.
- Les personnes qui ont besoin d'accompagnement pour mener une vie autonome peuvent y recourir, qu'elles soient riches ou pauvres. L'allocation pour impotent est transformée en allocation d'accompagnement. Les montants des prestations sont revus à la hausse, et les tarifs élaborés de manière socialement acceptable.

Bien entendu, ce bref regard vers le futur laisse de nombreuses questions en suspens. Le financement est une question particulièrement urgente: la logique politique est plutôt à l'économie. Cependant, la société doit être prête à



Carlo Knöpfel, FHNW. Photo: màd

mobiliser des fonds pour un accompagnement de qualité afin que les personnes âgées puissent mener une vie autonome le plus longtemps possible et vieillir dignement. Car nous ne pourrons ni construire des EMS en nombre suffisant pour nous, baby-boomers, ni trouver le personnel nécessaire. Les premiers pas que l'on fait aujourd'hui sont encore hésitants, mais donnent des raisons de croire que la prise de conscience va s'intensifier et permettre le développement d'une bonne solution. Cela en vaut la peine, pour les personnes âgées, leurs proches, les gens des métiers du domaine social et de la santé, la société et, finalement aussi, les finances.



Même si le travail de proximité auprès des personnes âgées en est encore à ses débuts, il comble déjà des lacunes dans la prise en soin et permet d'atteindre plus facilement ces personnes. C'est ce que montrent les démarches de l'association Fundus Basel et le service de conseil hors murs d'Alzheimer Zurich. Pour se développer, de tels projets ont besoin de soutien financier.

Alexander Seifert (Gerontologie CH) et Elisabeth Seifert (Artiset)

a Neuweilerplatz dans le quartier bâlois de Neubad, une zone résidentielle à l'ouest de la ville, est un lieu animé, avec des magasins et des services. C'est aussi l'un des endroits du quartier où l'on a de bonnes chances de croiser Karin Predieri. Elle est animatrice socio-culturelle et directrice de Fundus Basel, l'association pour le travail de proximité auprès des personnes âgées. «Nous sommes là où les gens, en particulier les personnes âgées, font leurs courses ou vont chez le coiffeur», explique-t-elle. Elle se déplace avec un vélo-cargo chargé de dépliants et de matériel d'information d'une cinquantaine d'organisations actives dans le domaine du grand âge. Ils servent de première réponse à diverses questions et problématiques.

En ce mardi matin de début octobre, Karin Predieri rencontre beaucoup de visages connus et engage aussi la conversation avec quelques personnes qu'elle n'avait jamais vues, dont une dame qui lui confie qu'elle a besoin de soutien pour préparer le repas de midi. Elle explique que son mari est en situation de handicap et qu'elle ne parvient plus à gérer la situation seule. Karin Predieri attire son attention sur une Table de midi située à proximité qui propose également la livraison de repas à domicile. Comme la dame est de langue maternelle française, elle poursuit la conversation en français. «Il faut beaucoup de tact pour gagner la confiance des gens», elle le sait. Et c'est nécessaire pour pouvoir les aider vraiment. Au fil de la conversation, la professionnelle se rend compte que la dame a peut-être besoin de soutien supplémentaire et lui propose de passer chez elle un autre jour pour lui expliquer plus en détail les différentes offres. La dame accepte.

Une collaboratrice de Fundus Basel s'entretient avec une passante âgée, à Bâle. Toujours avec elle: le vélo-cargo contenant du matériel d'information de nombreuses organisations.

Photo: Fundus Basel

En plus de Karin Predieri, deux autres professionnels sillonnent les rues de Bâle, dans le quartier de Schoren du Petit-Bâle, là où tout a commencé il y a quelques années, et dans le quartier limitrophe de Hirzbrunnen. À Bâle, le travail hors murs auprès des personnes âgées est en effet né du travail de quartier à Hirzbrunnen, qui a mis en évidence le besoin de soutien exprimé par beaucoup de personnes âgées. C'est ainsi que l'association Fundus Basel a vu le jour en novembre 2019. Depuis lors, elle se finance à l'aide de dons de fondations diverses. Karin Predieri l'a rejointe il y a deux ans.

Collaboration étroite avec le réseau

Dès le début de son activité, l'association a privilégié la collaboration avec des organisations engagées en faveur des personnes âgées. «Notre mission est d'atteindre les personnes âgées vulnérables et de les orienter vers l'offre adaptée.» Karin Predieri a déjà réussi à adresser une dame atteinte de troubles cognitifs et ses proches aux services spécialisés adéquats. Elle a renseigné d'autres personnes à propos des services de transport, de livraison de repas et de visite à domicile. Elle reçoit régulièrement des demandes de conseil sur des questions juridiques et financières.

L'animatrice socio-culturelle remarque toutefois qu'il faut déjà entretenir de bonnes relations avant de pouvoir aborder de tels sujets, d'où l'importance de sa présence dans le quartier. «Dans un premier temps, les personnes âgées veulent simplement discuter. Nous les écoutons et leur posons des questions. Une certaine confiance s'installe, de sorte que si la personne a un problème, elle s'adressera à nous», explique Karin Predieri. «Nous recevons beaucoup de reconnaissance pour notre travail.» Pour autant, il y a encore beaucoup de personnes âgées vulnérables difficiles à atteindre malgré le travail de proximité. La mission est donc loin d'être terminée, d'où l'urgence de disposer de fonds supplémentaires.

Le conseil hors murs d'Alzheimer Zurich

Rencontrer les gens là où ils vivent: c'est le cœur du travail hors murs auprès des personnes âgées. Selon la définition qu'en fait Riccardo Pardini, chercheur dans le domaine du vieillissement à la Haute école spécialisée bernoise, le travail de proximité consiste à nouer et entretenir les contacts avec les personnes âgées dans leur espace social, à écouter leurs besoins et préoccupations, à les informer des offres (de soutien) existantes et à les orienter en conséquence. Cette démarche hors murs se concentre sur les relations psychosociales avec les personnes âgées et sur leur mise en lien avec

«De nombreuses personnes âgées veulent simplement discuter. Nous les écoutons et leur posons des questions. Une certaine confiance s'installe, ainsi la personne s'adressera à nous si elle a un problème.»

Karin Predieri, animatrice socio-culturelle et directrice de Fundus Basel

les prestations de proximité favorisant leur autonomie de vie aussi longtemps que possible dans leur environnement familier. Ce travail est donc un volet important du travail d'accompagnement dans le quartier.

Selon l'orientation choisie, le rayon d'action peut s'étendre sur un ou plusieurs quartiers, communes ou même régions. De plus, les projets diffèrent fortement par l'intensité des recherches de contact avec les personnes âgées. Leur point commun est l'intervention mobile à l'extérieur, en des endroits souvent fréquentés par les personnes âgées, comme les places, les rues marchandes, l'entrée des pharmacies, les arrêts de bus, ou lors de manifestations sociales et culturelles. Ces projets viennent souvent compléter les bureaux d'information habituels.

Contrairement au travail de rue ou au travail social auprès des jeunes que l'on connaît depuis longtemps déjà, les projets de travail de proximité auprès des personnes âgées sont encore pionniers en Suisse. Des données doivent encore être collectées dans ce domaine. Hormis Fundus Basel, d'autres projets existent, comme le travail mobile auprès des personnes âgées de la ville d'Aarau, le réseau des personnes âgées de Gantrisch, l'Infobus «mobil bi dir» de Pro Senectute des deux Bâle et le conseil hors murs d'Alzheimer Zurich, sous l'appellation de «Zugehende Beratung».

«Cette offre de conseil complémentaire peut être sollicitée par téléphone, au centre de conseil, ainsi qu'à domicile», explique Irène Taimako, d'Alzheimer Zurich. Elle dispense des conseils spécialisés aux proches de personnes avec des troubles cognitifs tout au long de leur maladie. L'accompagnement dans la durée répond au besoin des proches aidantes et aidants de trouver ensemble des possibilités de répit et une certaine marge de manœuvre. L'objectif du conseil de proximité, qui pénètre dans la sphère privée des personnes concernées et propose une aide proactive, est d'instaurer une relation de confiance continue.

Personne de contact en charge de la coordination

Selon Riccardo Pardini, l'approche hors murs a l'avantage de rompre avec le modèle traditionnel selon lequel c'est aux personnes âgées de se déplacer dans les centres de conseil (structures fixes). On vise désormais à atteindre les personnes vivant dans la précarité ou qui, en raison d'une mobilité réduite, ne peuvent pas consulter les centres de conseil éloignés. La honte, l'absence d'infrastructure ou la crainte des coûts peuvent aussi être des obstacles invisibles. Le travail de proximité auprès de cette population peut précisément combler une lacune de la prise en soin. Pour ce faire, l'offre doit être présente dans la vie quotidienne des groupes cibles, dans des lieux publics ou au moins semi-publics, avec des personnes de contact. Accessibilité et visibilité en sont la base.

Le chercheur ajoute que la présence régulière en un endroit contribue à renforcer la confiance et que les offres sur place peuvent être variables. Souvent, il s'agit en priorité de prêter une oreille attentive aux questions de la population et de transmettre des informations. Le travail de proximité auprès des personnes âgées est donc surtout une antenne visible dans le quartier pour informer et conseiller sur les offres existantes, pour orienter les personnes vers des offres particulières, comme le bureau de conseil de la commune. Dans ce travail de proximité, l'accompagnement coordonné n'implique pas forcément de proposer soi-même toutes les offres, mais plutôt d'orienter les personnes âgées vers les bons services. Il s'agit donc d'une prestation complémentaire permettant notamment de promouvoir les offres sur place.

En fin de compte, le travail hors murs auprès des personnes âgées est une démarche qui complète judicieusement le système d'accompagnement et qui favorise, grâce à son accessibilité, le contact avec le groupe cible que les offres traditionnelles n'atteignent pas. À l'avenir, il est souhaitable que de tels projets soient initiés et financés durablement, et qu'ils soient élargis à l'accompagnement des personnes âgées dans le domaine stationnaire.

Trouver l'offre appropriée

Pour s'y retrouver dans la diversité des offres, les centres d'information et de conseil pour les personnes âgées et leurs proches apportent une aide précieuse. En attestent des exemples dans certaines communes. Le service Beocare de la Croix-Rouge suisse dans l'Oberland bernois témoigne d'une forte demande en matière de conseil, surtout de la part des proches de personnes atteintes de démence.

Nathalie Gerber (Croix-Rouge suisse) et Elisabeth Seifert (Artiset)

Il existe de nombreuses offres de soutien dans le domaine de l'accompagnement, mais elles sont souvent méconnues des personnes concernées et de leurs proches. Il peut être compliqué de s'en faire une vue d'ensemble tout en gérant le quotidien. Un centre d'information et de conseil aide à s'y retrouver: des spécialistes y évaluent les besoins individuels, impliquent l'entourage et orientent vers les offres adaptées. Afin que les personnes âgées puissent être accompagnées dans leur environnement familier, la mise en réseau des différents acteurs s'impose.

Important besoin d'information et de conseil

En raison du fédéralisme, les prestataires qui interviennent auprès des personnes âgées sont légion, ce qui conduit à une grande variété de structures et de modèles. Il en va de même pour les centres d'information et de conseil. Tantôt les autorités communales gèrent leurs propres services d'information et centres de compétences, tantôt elles mandatent des organisations externes.

À Baar, dans le canton de Zoug, des tables rondes ont par exemple été organisées avec les proches et les personnes âgées pour élaborer la stratégie vieillesse. Ce faisant, il est apparu qu'un service d'information s'imposait de toute urgence. En 2023, la commune a créé un tel service qui offre désormais des conseils et collabore étroitement avec des prestataires dans les domaines de l'accompagnement, de l'aide et des soins.

La commune zurichoise de Horgen propose des prestations similaires depuis au moins dix ans. Un service informe, conseille, accompagne et soutient les personnes âgées et leurs proches dans les tâches administratives et les oriente vers les prestations d'accompagnement ou vers les mesures de soins appropriées. Il collabore étroitement avec d'autres fournisseurs de prestations et instances officielles de la commune. Le lieu de rencontre «Baumgärtlihof» et les immeubles intergénérationnels communaux facilitent l'accès direct de la commune de Horgen aux personnes âgées. Du personnel est présent dans ces lieux, assumant à la fois un rôle de point de contact et un travail de proximité.

Ailleurs, c'est une organisation présente sur place qui est chargée d'assumer cette mission au niveau régional ou cantonal dans le cadre d'un contrat de prestations. Dans le canton de Thurgovie, par exemple, il s'agit du service cantonal pour les personnes âgées de la Croix-Rouge suisse Thurgovie, et en Valais, cette tâche est confiée à Pro Senectute: plusieurs communes du Bas-Valais soutiennent financièrement le Bureau régional d'information et de coordination seniors (BRIC), qui est géré par Pro Senectute et le centre médico-social (CMS) Bas-Valais.

Bonne pratique



Ursula Imboden, responsable du service Beocare de la CRS dans l'Oberland bernois: cinq sites sont ouverts à la population pour des entretiens sur place. Les entretiens téléphoniques sont toutefois plus fréquents. Photo: CRS

Des équipes professionnelles du social et de la santé y conseillent et accompagnent également les personnes âgées en fonction de leurs besoins.

Les offres d'information et de conseil sont mobiles dans les régions où la densité de la population est faible et où les trajets sont longs en raison de la topographie. La Croix-Rouge du canton de Schwyz se déplace dans beaucoup de communes du canton avec son stand «Mobile Info 60+». Elle veille à faire connaître les offres existantes d'autres organisations ou des communes, comme le «Senioren-Kafi» ou le «Senioren-Zmittag». Sur place, la Croix-Rouge suisse informe et conseille sur les prestations des différentes organisations cantonales, communales et privées dans le domaine du grand âge.

Un service bien rôdé dans l'Oberland bernois

Dans l'Oberland bernois, la Croix-Rouge suisse du Canton de Berne gère depuis plus de quinze ans déjà le service Beocare pour les proches aidantes et aidants. Au total, cinq collaboratrices et collaborateurs interviennent à Thoune, Interlaken, Meiringen, St-Stephan et Frutigen. Il est rare que quelqu'un se rende personnellement un centre d'information. «D'abord, les proches n'y pensent pas. Ensuite, c'est le temps qui vient à manquer, car la personne accompagnée ne peut pas rester seule et le trajet devient un obstacle», explique la responsable Ursula Imboden. Et de poursuivre: «Notre permanence téléphonique est accessible à tout le monde. Les personnes me considèrent comme une interlocutrice neutre, qui les écoute et les considère.»

Néanmoins, les proches aidantes et aidants appellent souvent tardivement et ne se rendent pas immédiatement compte que c'est aussi pour eux-mêmes qu'ils appellent. En effet, ils ont davantage le souci de la personne aidée que le souci pour eux-mêmes. «Les enfants, notamment, ont généralement du mal à supporter la situation de leurs parents devenus dépendants», affirme Christina Meister, spécialiste de l'accompagnement chez Beocare. Et souvent, les parents ne sont pas (encore) prêts à accepter une aide. «Au fil de la conversation, j'incite les enfants

«La collaboration et les échanges avec d'autres prestataires sont extrêmement importants. C'est pourquoi le centre d'information de la CRS organise une réunion de réseautage deux fois par an.»

Ursula Imboden, responsable du service Beocare de la CRS dans l'Oberland bernois

adultes à prendre soin d'eux-mêmes et à laisser le temps nécessaire à leurs parents tout en abordant régulièrement le sujet avec eux», observe encore Christina Meister.

Conseil personnalisé à l'intention des proches

Une grande partie des appels concerne des personnes atteintes de démence qui ne nécessitent pas vraiment de soins mais qui ne peuvent plus vivre seules. De telles situations sont très compliquées pour les proches. Christina Meister explique: «Pour les proches aidantes et aidants, l'un des aspects les plus difficiles dans l'accompagnement d'un parent atteint de démence est de devoir être constamment présentes et d'assumer seules cette responsabilité. Ces personnes risquent donc fortement de s'isoler socialement par manque de temps et elles attendent souvent de tomber malades avant de solliciter une aide.» Dans de tels cas, des solutions de répit sont recherchées avec les proches. Des bénévoles de Beocare peuvent par exemple prendre le relais pendant quelques heures, ou la personne malade peut participer à une promenade accompagnée par Alzheimer Berne.

Les demandes de proches de personnes en fin de vie sont plus concrètes. Il peut s'agir dans ce cas de demandes de soutien pour permettre à leur parent de mourir à la maison. «À l'aide des services de soins palliatifs de l'Association d'aide et de soins à domicile, j'organise un accompagnement en fin de vie avec des bénévoles ayant suivi une formation spécifique», explique Christina Meister. «Le travail de coordination est important, notamment parce que la durée de l'accompagnement est incertaine. Il m'arrive parfois de recevoir un appel m'annonçant le décès alors que je viens de tout mettre en place.»

Les besoins et les préoccupations des proches sont au cœur de la consultation individuelle et confidentielle. Certaines personnes ont besoin de se faire conseiller à plusieurs reprises. Pour d'autres, une fois suffit. Il ne s'agit pas de se contenter de parler. Les interventions concrètes sont bien plus importantes dans les situations complexes qui demandent une action. Dans ce cas, la conseillère de la CRS propose un soutien concret, par exemple par le biais d'entretiens menés par une ou un professionnel pour analyser les problèmes en détail. Les personnes qui appellent sont souvent empêtrées dans une situation et ne savent pas à ce moment-là ce qui pourrait les aider. Lors de l'entretien, un état des lieux est dressé et la famille est impliquée dans la recherche de solutions en fonction de la situation individuelle. La liberté de choix est un principe important du conseil: les proches doivent prendre conscience de leurs besoins au fil de la conversation et être en mesure de trouver et choisir des solutions qui leur conviennent.

Christina Meister informe sur l'aide appropriée au domicile de la personne

concernée. «Parfois, je me rends compte que la personne est consciente de son besoin, mais qu'elle fera difficilement le pas pour obtenir une aide concrète. Dans ce cas, je lui propose de prendre les devants, et j'organise par exemple un conseil financier auprès de Pro Senectute ou une prise de contact avec Alzheimer Berne.»

Pour sa part, Ursula Imboden souligne que la collaboration et les échanges avec d'autres prestataires sont extrêmement importants. C'est pourquoi le centre d'information de la CRS organise une réunion de réseautage deux fois par an. Les prestataires peuvent alors échanger au sujet des offres actuelles et nouvelles et améliorer les interfaces et les processus entre eux.

Annonce



senesuisse représente les intérêts de plus de 450 établissements dans le domaine des soins de longue durée. En notre qualité d'association intervenant dans la prise en charge des personnes âgées, nous nous engageons pour la qualité de l'assistance et la grande diversité des offres. En tant que pays aisé, nous devrions offrir des soins, une prise en charge et une infrastructure de la meilleure qualité qui soit aux personnes âgées.

www.senesuisse.ch

Différentes offres regroupées sous un même toit

Dans le centre médico-social du Haut-Valais (SMZO), plusieurs organisations et groupes professionnels collaborent pour que les personnes âgées puissent vivre de manière autonome le plus longtemps possible. Le directeur, Willy Loretan*, s'exprime sur le fonctionnement du centre et l'importance de l'accompagnement.

Propos recueillis par Salomé Zimmermann (Artiset)

Monsieur Loretan, quels sont les besoins des personnes âgées et les conditions-cadres dans le Haut-Valais?

Il n'y a en principe pas de différence par rapport aux autres régions: ce qui importe, c'est une qualité de vie satisfaisante, une autonomie qui permet de rester à la maison le plus longtemps possible et un environnement favorable au développement et à l'utilisation des ressources personnelles. C'est ainsi que le canton du Valais définit sa politique en faveur des générations âgées de 60 ans et plus. En tant que région périphérique du canton, le Haut-Valais est confronté à des défis supplémentaires. On assiste à l'éclatement des petites structures habituelles. Cette région de montagnes s'urbanise de plus en plus et son essor économique entraîne une énorme dynamique sociale. Cette évolution est difficile à vivre pour les personnes âgées, qui se sentent pour certaines de plus en plus étrangères sur leur lieu de domicile.

Pour vous, que signifie un bon accompagnement des personnes âgées?

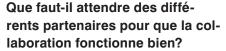
Pour moi, c'est un accompagnement coordonné entre les différentes institutions, partenaires et personnes. Cela implique un réseau étroit et des offres adaptées aux besoins de la population. Un pilotage suprarégional, c'est-à-dire cantonal, est important dans ce contexte. Mais dans le même temps, les aspects régionaux doivent être respectés et pris en compte. Chaque offre d'accompagnement ne fonctionne pas forcément bien partout. C'est le reflet de la diversité de notre société, qui va encore s'intensifier au cours de ces prochaines années et décennies.

Comment se présente la prise en soin coordonnée des personnes accompagnées par le SMZO?

Nous avons un mandat de prestations délivré par les pouvoirs publics. Outre la pure activité de soins, nous veillons à l'accompagnement et à la sécurité à domicile. Le Valais soutient ces offres par un financement résiduel, en collaboration avec les communes. Cela permet de soulager ponctuellement les proches des clientes et clients: à un tarif très avantageux de 15 francs l'heure, une collaboratrice ou un collaborateur du SMZO s'occupe d'accompagner une personne âgée. Nous nous renseignons toujours au préalable sur les besoins effectifs et si certaines personnes peuvent être confiées à d'autres institutions telles que la Croix-Rouge. À l'avenir, nous aimerions aussi pouvoir renforcer l'intervention de nos assistantes et assistants sociaux dans le cadre des prestations d'aide et de soins à domicile. Nous constatons en effet qu'en plus des besoins en soins et de l'aide au ménage, des questions relevant du travail social se posent de plus en plus souvent. D'autres prestations complètent notre offre, par exemple une personne de contact pour les proches aidantes et aidants.

La collaboration entre les organisations et les groupes professionnels est complexe. Comment procédez-vous au SMZO?

Dès le premier contact, notre approche vise à soutenir nos clientes et clients dans les périodes difficiles de leur vie, dans le but d'améliorer leur autonomie, ou tout au moins de la conserver. Dans l'exercice de leur fonction, les collaboratrices et collaborateurs des différents domaines du SMZO peuvent profiter de leur expérience mutuelle. Nous organisons par exemple plusieurs fois par année des séminaires de direction avec les cadres et constatons que malgré toutes les différences, les défis du quotidien professionnel sont assez similaires, qu'il s'agisse de l'aide et des soins à domicile, de l'assistance juridique, du travail social en milieu scolaire ou d'autres prestations. Au SMZO, nous soutenons effectivement les seniors, mais aussi d'autres groupes de personnes. Cette interdisciplinarité est caractéristique de tous les centres médico-sociaux valaisans.



À mon avis, il est très important de ne pas se mettre soi-même ni son organisation en avant, mais bien la personne qui a besoin de soutien. Il arrive que les organisations se réclament de leur mandat et de leur raison d'être, et oublient parfois l'essentiel, à savoir la personne en tant que cliente. En fait, l'objectif devrait être qu'on n'ait même pas besoin de nous, que les personnes se sentent tellement en forme physiquement et moralement qu'elles pourraient vivre sans notre soutien. Bien sûr, c'est une utopie, mais c'est aussi ma vision des choses.

Quels sont les principaux défis du SMZO dans le contexte de l'accompagnement?

Je crois que c'est accepter l'aide. Récemment, une responsable politique m'a confié qu'elle trouvait triste que des personnes âgées qui sont isolées ou qui se sentent tellement seules paient pour



Willy Loretan: «À mon avis, il est très important de ne pas se mettre soi-même ni son organisation en avant, mais bien la personne qui a besoin de soutien.»

Photo: SMZO

un accompagnement et une distraction. J'ai rétorqué que je n'y vois rien de mal si nous pouvons contribuer ainsi à améliorer leur quotidien. Pour nous en tant qu'organisation, le défi est de «déstigmatiser» les offres d'accompagnement et de répit et d'insister sur le fait qu'elles peuvent améliorer le bien-être de beaucoup de gens.

Selon vous, quelles sont les difficultés et opportunités liées à la structure du SMZO?

Commençons par le positif. Nous parvenons à fournir et adapter nos prestations sans trop d'efforts. Les pouvoirs publics, à savoir le canton lui-même et les 62 communes du Haut-Valais, nous font confiance. Nous pouvons ainsi concevoir nos offres de façon proactive, comme nous le prévoyons dans notre stratégie 2025 – 2028. Pour les difficultés, je ne peux pas ajouter grandchose à ce que l'on sait déjà: le financement des prestations publiques et la pénurie de personnel qualifié sont deux défis évidents. Avec une structure éten-

due et des offres nombreuses et variées, le SMZO se trouve dans une situation de dépendance particulière. Toutefois, je ne voudrais pas juger négativement le changement démographique en tant que tel, autrement dit le vieillissement de la population. Le fait que nous puissions vivre plus longtemps est une évolution positive. Il reste cependant à espérer que cette conception prédomine et perdure dans notre société.

* Willy Loretan dirige le centre médico-social du Haut-Valais (sozialmedizinisches Zentrum im Oberwallis), lequel regroupe des offres pour les seniors et d'autres groupes de personnes.

Un réseau pour prévenir les fragilités de l'âge

Le réseau genevois de coordination des soins Cogeria est un dispositif pluridisciplinaire dont l'objectif est de contribuer au maintien à domicile des personnes âgées. Afin d'anticiper et prévenir les situations de fragilité, l'équipe Cogeria propose une consultation gériatrique globale, à la fois médicale et sociale, à domicile. Un plan de soins personnalisé est ensuite assuré en étroite collaboration avec les médecins traitants et les autres services d'aide et de soins de première ligne.

Anne-Marie Nicole (Artiset)

Comme tous les mardis après-midi, l'équipe pluridisciplinaire du réseau genevois de coordination des soins Cogeria s'est réunie pour son colloque hebdomadaire dans les bureaux qu'elle occupe au septième étage d'un immeuble du centre-ville de Genève. C'est l'occasion pour les infirmières, les assistantes sociales, les médecins et les secrétaires qui composent l'équipe de passer en revue les consultations gériatriques réalisées au domicile de personnes âgées durant la semaine écoulée et d'en coordonner le suivi.

Lancé en 2019, le réseau Cogeria est un dispositif financé par l'Office cantonal de la santé du canton de Genève et dirigé en partenariat avec six institutions et organisations, parmi lesquelles les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), l'institution genevoise de maintien à domicile (IMAD) et Pro Senectute Genève. Le réseau a pour mission d'apporter une réponse ciblée et coordonnée aux besoins en

matière de soins et d'accompagnement social des personnes âgées vulnérables, en collaboration avec les médecins traitants et les autres services de première ligne de soins à domicile. La finalité du dispositif est de contribuer au maintien à domicile des seniors, conformément à la politique menée par le canton depuis des années. Le programme a démarré par un projet pilote limité à quelques quartiers et communes, avant de s'étendre peu à peu à l'ensemble du canton.

Interprofessionnalité et expertise

«L'idée est de faire travailler sous un même toit des équipes professionnelles issues d'institutions qui ont déjà leur propre rôle au sein du réseau santé-social et ce, afin de favoriser la collaboration interprofessionnelle et développer une expertise dans le domaine de la gériatrie», rappelle Clément Graindorge, chef du projet et médecin, qui partage son temps



L'équipe pluridisciplinaire du réseau genevois de coordination des soins Cogeria se réunit chaque semaine pour faire le point sur les consultations: les infirmières, les assistantes sociales, les médecins et les secrétaires.

Photo: Quentin Ducrest/IMAD

entre l'Unité de gériatrie communautaire des HUG et le dispositif Cogeria. Les institutions parties prenantes de Cogeria mettent des outils, des compétences et des ressources humaines à disposition: ainsi, les secrétaires et les médecins viennent des HUG, les infirmières de l'IMAD et les assistantes sociales de Pro Senectute. «La priorité de nos interventions est la prévention et l'anticipation», affirme encore le chef du projet. Il s'agit en effet de prévenir les interventions en urgence et les risques d'hospitalisations et d'anticiper les situations de fragilité telles que les chutes, l'isolement social, ou encore les pertes de mémoire, qui pourraient remettre en question le maintien à domicile.

Dès lors, l'équipe Cogeria propose une consultation gériatrique globale à domicile. Elle s'adresse aux personnes âgées de plus de 65 ans, fragiles ou vulnérables, qui vivent chez elles. L'inscription pour une consultation gériatrique peut être faite par la personne elle-même, ou, avec son accord, par ses proches, la ou le médecin traitant, les services d'aide et de soins à domicile ou tout autre professionnel du réseau santé-social. Comme l'explique Lorena Cosi, secrétaire du réseau qui jongle avec le planning pour parvenir à agender deux à trois consultations par jour en fonction des disponibilités et des zones géographiques, chaque inscription

passe par un formulaire en ligne disponible sur le site internet de Cogeria.

Consultation gériatrique en binôme

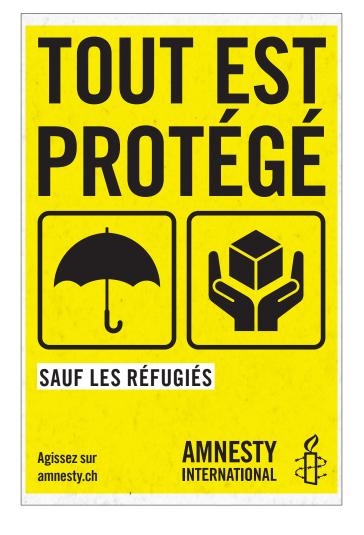
Réalisée par un binôme infirmière-médecin, la consultation gériatrique dure deux heures, le plus souvent en présence de proches ou d'une ou d'un soignant de référence pour faciliter les échanges si la personne présente des troubles cognitifs. «L'évaluation gériatrique globale demande des connaissances particulières. De plus, elle prend un temps que nous pouvons offrir, ce qui est plus difficile pour les médecins traitants», argumente Thomas Schmid, responsable médical de Cogeria, lui aussi médecin à l'Unité de gériatrie communautaire des HUG. Préalablement à la consultation, l'infirmière de Cogeria aura recueilli des informations sur la personne auprès de ses collègues des services de maintien à domicile et retracé son historique dans le dossier de soins disponible aux HUG. Quant au médecin de Cogeria, il aura concerté la ou le médecin traitant de la personne. Puis le binôme prépare ensemble la consultation.

La première heure est assurée par l'infirmière. «Nous procédons à une anamnèse complète et à un bilan gériatrique global de la personne, nous évaluons son degré d'auto-









«Nous avons acquis de l'expérience et un savoir-faire dans le domaine de la gériatrie. Nous avons aussi amélioré notre compréhension du réseau santé-social et développé une communication interprofessionnelle plus fluide.»

Clément Graindorge, chef du projet Cogeria et médecin

nomie, ce qu'elle peut ou ne peut plus faire», résume Aurélie Vidon, infirmière à l'IMAD, qui travaille pour Cogeria. Elle et ses collègues utilisent différentes échelles spécifiques pour évaluer les syndromes de fragilité liés à l'âge et détecter une éventuelle dépression. Elles effectuent également des tests de mémoire, de mobilité et d'équilibre. La deuxième heure se déroule en présence du médecin de Cogeria, avec la mesure des paramètres vitaux et un examen clinique approfondi. Le binôme s'intéresse aussi aux activités sociales de la personne et à sa qualité de vie. «Le fait d'être au domicile de la personne est très instructif, cela nous en apprend beaucoup sur elle.» C'est aussi l'occasion d'aborder la question des directives anticipées ou d'une éventuelle inscription préventive en EMS. «Si les proches sont présents, nous prenons aussi un moment pour discuter avec eux, évaluer leur degré d'épuisement, entendre leurs besoins et voir comment nous pouvons les aider», ajoute encore Aurélie Vidon.

Recommandations et mesures de pévention

La consultation se termine par la formulation de mesures préventives à mettre en place en priorité, en accord avec la personne. Il peut s'agir de séances de physiothérapie à domicile, de la visite d'ergothérapeute pour adapter le logement, de la livraison de repas, de consultations médicales spécialisées, etc. Des ressources peuvent aussi être proposées pour soutenir les proches. «Nous ne formulons que des recommandations», insiste Aurélie Vidon. «Nous ne changeons pas les médicaments prescrits. Nous avons un rôle de

consultant. La mise en place des traitements ou interventions que nous proposons reste du ressort des médecins traitants ou des équipes de soins de première ligne», renchérit Thomas Schmid.

Le bilan gériatrique est intégré au plan de soins personnalisé. Il peut aussi contenir des recommandations pour un accompagnement social. Auquel cas, une demande est adressée aux assistantes sociales de Pro Senectute. «La demande peut concerner une préinscription en EMS, de l'aide pour faire valoir un droit aux prestations complémentaires ou à une allocation pour impotence ou encore un soutien pour la gestion administrative et financière», rapporte Sabine Alder, assistance sociale de Cogeria. Pour les personnes qui ne sortent pas ou peu, les professionnelles proposent la visite de bénévoles de la Croix-rouge afin de maintenir un lien social ou s'enquièrent des éventuelles activités adaptées dans le quartier.

Le réseau professionnel et l'entourage de la personne sont informés, intégrés, impliqués, voire étroitement associés à toutes les étapes de la démarche, de la prise de rendez-vous, de l'évaluation gériatrique, des interventions et des mesures préventives proposées. Durant le suivi également. Dans les trois à six mois suivant la consultation, à moins d'un changement ou d'une dégradation importante de l'état de santé de la personne, l'équipe Cogeria n'intervient plus à domicile mais reste en contact téléphonique avec elle et l'ensemble de son réseau pour obtenir des nouvelles. Actuellement, quelque 500 personnes âgées en situation de fragilité sont ainsi suivies dans le cadre du dispositif cantonal Cogeria. Elles sont plus d'un millier à en avoir bénéficié depuis le lancement du programme.

En cinq ans, le réseau Cogeria a pris de l'ampleur. «Nous avons acquis de l'expérience et un savoir-faire dans le domaine de la gériatrie. Nous avons aussi amélioré notre compréhension du réseau santé-social et développé une communication interprofessionnelle plus fluide», analyse Clément Graindorge. Au vu du nombre de personnes susceptibles de faire appel à Cogeria dans le canton, estimé à plus de 10000, et si l'on suppose raisonnablement que la politique de maintien à domicile sera poursuivie, le dispositif devrait continuer de croître. L'équipe est encore petite – 16 personnes au total – et devrait s'étoffer elle aussi. Mais elle se sent déjà à l'étroit dans ses bureaux du centre-ville. Un déménagement est prévu pour le printemps prochain dans des locaux plus grands.



L'évolution démographique confronte la Suisse et d'autres pays à de grands défis. L'accompagnement des personnes âgées est un instrument important pour y faire face. Pourtant, il n'est pas financé en Suisse et doit donc être payé en grande partie par les personnes elles-mêmes. En conséquence, plus de 620 000 personnes de plus de 65 ans ne bénéficient d'aucun accompagnement alors qu'elles en auraient besoin. Il est donc temps de le reconnaître comme un pilier d'une politique de la vieillesse efficace.

Miriam Wetter (Fondation Paul Schiller) et Alexander Widmer (Pro Senectute Suisse)

e financement de l'accompagnement est diversement ■réglé selon le domicile, mais l'assurance-maladie ne le prend jamais en charge: dans le domaine stationnaire, l'accompagnement est directement facturé aux résidentes et résidents, ou aux pouvoirs publics en cas de moyens financiers insuffisants, sous forme de taxe séparée ou de prestation hôtelière. Les prestations dans les structures intermédiaires et à domicile sont quant à elles exclusivement à la charge des ménages privés. Dans quelques cantons et communes, certains prestataires touchent des subventions et peuvent donc proposer des aides pour le ménage et un accompagnement à des tarifs avantageux. Il convient de distinguer si l'accent est mis sur des simples prestations d'aide (soulager de certaines tâches) ou si l'accompagnement psychosocial est aussi pris en compte. Contrairement aux simples prestations d'aide, l'accompagnement se concentre alors sur l'organisation du quotidien et les activités sociales des personnes âgées, tout en les soutenant dans le maintien de leurs propres capacités.

Toutefois, avec le financement privé, seules les personnes dont la fortune ou la rente est suffisamment élevée peuvent se permettre d'être bien accompagnées. Ce n'est dans l'intérêt ni des personnes âgées, ni de la société: l'absence d'accompagnement malgré des besoins avérés conduit à la solitude, à la détérioration de l'état de santé, voire à la déchéance, et se solde par des entrées en EMS qui auraient pu être évitées ou retardées.

Les politiques reconnaîssent la valeur de l'accompagnement

Sur le plan politique, des efforts sont en cours pour garantir ce financement, du moins progressivement. Voici quelques exemples d'évolutions intéressantes: avec les allocations d'accompagnement ou les bons pour une vie autonome, les villes de Berne et Lucerne ont introduit un financement spécifique de l'accompagnement il y a plusieurs années déjà. Le 1^{er} janvier 2024, la ville de Zurich a également lancé un projet pilote pour des allocations d'accompagnement. Ces villes ont donc mis en place un financement direct pour les personnes. Avec un processus de clarification en amont, elles encouragent aussi l'identification des mesures possibles et

Un bon accompagnement joue un rôle primordial, tant pour exploiter le potentiel de la société vieillissante que pour garantir le bien-être de la population âgée.

des solutions pour soutenir la prise en soin des personnes âgées au quotidien. Ensuite, elles aident les personnes concernées à solliciter les prestations appropriées.

En 2025, le canton de Zurich introduira un financement des prestations d'accompagnement par le biais des prestations complémentaires (PC). Il financera entre autres les prestations qui servent à prévenir l'isolement social et les crises psychiques. Le canton de Glaris spécifie dans son ordonnance sur les soins et l'accompagnement que l'offre

Pour garantir la prise en soin des personnes âgées, leur liberté de choix, leur santé mentale et leur participation sociale, il faut une démarche commune de la pratique, de la recherche et de la politique.

de prestations d'accompagnement englobe les domaines suivants: prise en soin de soi, participation sociale, organisation du quotidien, conseil et coordination (du quotidien).

Mi-septembre 2024, le Conseil fédéral a présenté au Parlement le message relatif au projet consacré à la prise en compte du logement protégé dans les PC, ouvrant ainsi la voie à une première légifération fédérale sur l'accompagnement. Le Conseil fédéral propose dans son message que les bénéficiaires de PC puissent, dans le cadre des frais de maladie et d'invalidité, percevoir des prestations des catégories suivantes: systèmes d'appel d'urgence, aide au ménage, service de repas ainsi que service de transport et d'accompagnement. Si l'on réussit, dans le cadre des débats parlementaires, à intégrer encore plus clairement l'orientation psychosociale dans la définition des prestations, le projet marquera une première étape importante vers un financement, du moins pour les bénéficiaires de PC. Le Conseil national délibérera probablement à ce sujet durant la session d'hiver 2024 en tant que premier conseil.

Début 2024, le Conseil des États a transmis, en tant que second conseil, une motion relative à un programme d'impulsion national pour prévenir la violence envers les personnes âgées, dont le but vise à renforcer les structures d'accompagnement et à en faciliter l'accès. L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) n'est pas encore passé à la mise en œuvre, qui s'annonce difficile compte tenu de la situation financière de la Confédération.

Lors de la session de printemps de cette année, le Conseil des États a transmis un postulat qui invite le Conseil fédéral à mettre à jour la stratégie vieillesse de la Confédération datant de 2007.

La Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national a chargé le Conseil fédéral, par

un postulat, de montrer la nécessité de réformer l'allocation pour impotent et d'envisager un développement vers une allocation d'accompagnement.

Plusieurs interventions visent à harmoniser les prestations de financement entre l'AVS et l'AI. L'AI connaît une contribution d'assistance, contrairement à l'AVS. Les moyens auxiliaires financés ne sont pas les mêmes. De plus, l'allocation pour impotent selon l'AI est environ deux fois plus élevée que celle prévue par l'AVS.

Dans un rapport établi sur mandat de l'OFAS, le caractère spécifique des prestations de prise en charge a été reconnu et défini fin 2023. BASS, le bureau qui a réalisé l'étude à la demande de l'OFAS, y recommande une stratégie pour la prise en charge des personnes âgées. La Confédération et les cantons doivent procéder ensemble à une planification et à une clarification, et définir les étapes pour les années à venir.

Lors de sa session d'automne 2024, la Conseil national a accepté la motion Stratégie en matière d'accompagnement et de logement dans les domaines de la vieillesse et du handicap, qui reprend les recommandations de l'étude susmentionnée. Le Conseil des États a refusé une motion similaire il y un an. Après le oui du Conseil national, il doit se pencher à nouveau sur cette revendication.

Collaboration de l'ensemble des partenaires

Les nombreux projets et interventions politiques montrent clairement la forte dynamique sur le thème de l'accompagnement. Les associations professionnelles et les organisations dans le domaine du grand âge s'engagent pour un bon accompagnement accessible à toutes les personnes âgées. Nombre de villes, communes et groupements régionaux, ainsi que plusieurs cantons, ont ancré le thème de l'accompagnement dans leurs projets et stratégies (en matière de vieillesse). Cependant, aucune décision concrète n'a encore été prise au niveau fédéral. Pour garantir la prise en soin des personnes âgées, et donc leur sécurité, leur liberté de choix, leur santé mentale, leur participation sociale et, ce faisant, le soulagement de leurs proches, il importe d'associer les évolutions de la pratique, les résultats de la recherche et les changements politiques qui ont lieu à chacun des trois niveaux fédéraux.

Un bon accompagnement joue un rôle primordial, tant pour exploiter le potentiel de la société vieillissante que pour garantir la dignité, le bien-être et la liberté de choix de la population âgée. Des améliorations considérables sont possibles si l'on parvient à instaurer un débat public sur les besoins d'accompagnement non couverts des personnes âgées, à donner de la visibilité aux développements de l'accompagnement coordonné auprès des prestataires et des associations professionnelles, à communiquer les enseignements de la recherche et de la pratique et à porter ce débat devant les politiques. Cela nécessite une coordination de l'accompagnement, mais aussi de la politique d'accompagnement. L'accompagnement est en effet un pilier d'une politique de la vieillesse efficace et tournée vers l'avenir.

«Nous devons continuer d'affiner la compréhension de l'accompagnement»

Avec le projet relatif aux PC pour le logement adapté, la question de l'accompagnement est désormais clairement inscrite à l'agenda politique, déclare Remo Dörig, secrétaire général adjoint de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS). Le financement constitue néanmoins un point d'achoppement pour les cantons. Par ailleurs, il plaide pour que les prestations psychosociales soient elles aussi intégrées au projet.

Propos recueillis par Alexander Widmer (Pro Senectute Suisse) et Elisabeth Seifert (Artiset)

Monsieur Dörig, la CDAS a adopté en 2021 sa vision pour le logement autonome des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Quels en sont les principaux éléments?

Il est essentiel que le logement adapté pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap fasse l'objet d'une réflexion globale. Le Conseil fédéral a inclus cet élément dans son message relatif aux prestations complémentaires (PC) pour le logement adapté. Le logement autonome signifie que les personnes peuvent véritablement choisir où et comment elles souhaitent vivre: à leur domicile, dans un appartement adapté en institution ou dans un EMS.

Un véritable choix n'est possible que s'il existe des prestations de soutien financièrement abordables. Oui, une orientation claire sur les besoins est également nécessaire. Les aides publiques accordées aux personnes qui n'ont pas les moyens de recourir à des prestations d'accompagnement doivent s'orienter sur les besoins individuels. À cet effet, il convient de discuter avec la personne concernée pour évaluer ses besoins tout en gardant à l'esprit que, même si les fonds publics sont limités, l'offre ne doit pas être restreinte inutilement.

Le message adopté par le Conseil fédéral relatif aux PC pour le logement adapté nous rapproche-t-il de la vision de la CDAS?

Je dirais que nous nous en approchons à petits pas. Il représente une première étape importante dans la bonne direction. Pour les bénéficiaires de PC, le projet se rapproche beaucoup de notre vision. Toutefois, pour les nombreuses personnes qui n'ont pas droit aux PC, il restera difficile de financer les prestations d'accompagnement dont elles ont besoin. Les responsables politiques doivent trouver d'autres solutions permettant d'offrir un soutien adéquat à ces personnes.

À votre avis, quels sont les avantages et les points d'achoppement du projet de la Confédération relatif aux PC?

Avec ce projet, le thème est inscrit à l'agenda politique de la Confédération. Les discussions ont créé une belle dynamique à tous les niveaux de l'État et entre les partenaires. Les ONG et les associations de branche ont beaucoup contribué à faire reconnaître l'importance des prestations d'accompagnement, non seulement en raison de l'évolution démographique, mais aussi parce que les gens souhaitent vivre chez eux de manière autonome le plus



Remo Dörig, secrétaire général adjoint de la CDAS: «Aujourd'hui, il y a un certain consensus sur la définition de l'accompagnement. » Photo: màd

longtemps possible. Le développement des prestations d'accompagnement en dehors des structures classiques a l'avantage de remédier au problème du manque de places en EMS et de personnel qualifié.

... Et qu'en est-il des obstacles?

Du point de vue des cantons, le principal obstacle est le financement. Selon le message actuel du Conseil fédéral, la Confédération n'entend pas participer au financement des PC d'accompagnement. Les cantons sont bien conscients de la nécessité de ce projet, mais demandent que la Confédération y contribue.

Contrairement à la proposition des cantons, la Confédération n'envisage pas de participer au financement, au motif que ce domaine est de leur ressort ou encore qu'ils profiteraient eux aussi des entrées en EMS retardées ou évitées. Qu'en pensez-vous?

Il y a quatre points qui, à notre avis, justifient une participation de la Confédération: premièrement, l'équivalence fiscale. Nous insistons sur le fait que ce principe doit être respecté. Actuellement, la Confédération légifère via la loi sur les PC, mais ce sont les cantons et les communes qui paient. Deuxièmement, les économies prévues au niveau cantonal ne seront probablement pas à la hauteur des attentes, notamment en raison de l'évolution démographique. Les PC pèsent déjà lourdement sur les cantons, et la situation va encore s'aggraver. Troisièmement, nous estimons qu'un financement assuré uniquement par les cantons ne correspond pas à la logique des PC.

La Confédération propose pourtant une nouveauté: des forfaits dans le cadre des frais de maladie et d'invalidité.

Nous saluons le fait que la Confédération veuille indemniser les prestations d'accompagnement au moyen de forfaits. Toutefois, elle les intègre dans la loi, là où les cantons sont seuls responsables, à savoir au niveau des frais de maladie et d'invalidité. Pour se faire rembourser ces frais, les bénéficiaires de PC doivent actuellement d'abord soumettre chacune de leurs factures. En revanche, les PC versées annuellement, auxquelles participent conjointement la Confédération et les cantons, concernent les moyens de subsistance. Pour des raisons systémiques, les coûts récurrents des prestations d'accompagnement s'intègrent mieux dans ce cadre-ci. J'en viens maintenant au quatrième point justifiant une participation de la Confédération au financement des logements adaptés dans le cadre des PC: les prestations d'accompagnement contribuent à assurer l'existence des personnes qui ont besoin de ces prestations. Par conséquent, les coûts de l'accompagnement font partie des PC versées annuellement. Or, ces prestations sont assumées conjointement par la Confédération et les cantons.

La Confédération avance aussi l'argument qu'elle doit faire des économies. Dans un tel contexte, les cantons sont-ils prêts à assumer les coûts de l'accompagnement?

La Confédération n'est pas la seule en difficulté financière; au moins la moitié des cantons le sont aussi. Cela pose donc des défis aux cantons. Le projet crée les conditions permettant d'alléger un domaine coûteux, à savoir le financement des EMS. Reste à espérer que cela se réalise effectivement.

Selon le projet de la Confédération, les prestations couvertes comprennent un système d'appel d'urgence, une aide au ménage, un service de repas et un service de transport et d'accompagnement. À votre avis, est-ce suffisant? Quelles autres prestations importantes permettant une plus grande liberté de choix devraient être incluses?

Nous souhaiterions que les prestations psychosociales soient intégrées au projet. Il est essentiel que les prestations servent à soutenir les personnes âgées dans leur quotidien et non uniquement lors d'activités ponctuelles à l'extérieur de leur domicile. Nous aimerions une orientation psychosociale plus nette et, parallèlement, une marge de manœuvre qui permette aux cantons de déployer des mesures adaptées autant que possible aux besoins individuels et aux spécificités régionales. La question sera de savoir s'il convient de l'inscrire comme objectif dans la loi ou comme point supplémentaire dans le catalogue de prestations. L'idéal serait de formuler en préambule dans la loi un objectif psychosocial et de définir ensuite la prestation à proposer.

Estimez-vous qu'une conception commune de l'accompagnement est nécessaire? Et comment une telle conception doit-elle être développée?

Ces dernières années, les discussions entre les partenaires ainsi qu'avec la Confédération et les cantons ont donné lieu à un certain consensus au sujet de la définition de l'accompagnement. Mais des différences persistent lorsqu'il s'agit de déterminer l'accompagnement idéal. Nous devons poursuivre les discussions et continuer d'affiner la conception de l'accompagnement. Je compte aussi beaucoup sur les expériences qui ont été réalisées à différents endroits.

Certaines personnes qui ne bénéficient pas de PC ont aussi besoin d'accompagnement. Au vu de l'évolution démographique, comment assurer une bonne prise en soin de toutes les personnes âgées?

C'est une question tout à fait légitime, à laquelle il est difficile de répondre. Nous poursuivons nos réflexions à ce sujet. Pour l'instant, il semble judicieux de commencer par prendre en charge les coûts des prestations d'accompagnement des bénéficiaires de PC. Par la suite, et comme le fait déjà la ville de Berne, nous pourrons aussi prendre en considération les personnes qui n'ont tout juste pas droit aux PC. Les échanges d'expériences et de bonnes pratiques sont essentiels à cet égard. Nous ne pouvons pas encore avancer de solution. Dès que l'on élargit le groupe de personnes bénéficiaires, les coûts augmentent, ce qui est difficile à assumer compte tenu de la situation financière actuellement tendue. Mais il est certain que les réflexions doivent se poursuivre à ce propos.

Annonce

Gute Betreuung im Alter

Perspektiven für die Schweiz

gutaltern.ch bringt Betreuung im Alter ins Gespräch und gibt Impulse für die qualitätvolle Umsetzung:

- → Aktuelle Entwicklungen in der Politik
- → Neuste Studien und Stellungnahmen
- → Innovative Ansätze aus der Praxis
- → Infoanlässe, Workshops und Online-Live-Talks

Bleiben Sie auf dem Laufenden, abonnieren Sie den Newsletter.

Weil alle Menschen ein Anrecht haben, in Würde alt zu werden.



Eine Initiative der Paul Schiller Stiftung

Reconnaître la responsabilité partagée

Des représentantes des villes, des communes et de la Confédération observent une belle dynamique dans le domaine de l'accompagnement. Cependant, avant de pouvoir développer une offre accessible et de qualité à l'échelle nationale, tous les niveaux de l'État et les partenaires doivent adopter une compréhension commune de l'accompagnement et des prestations à financer.

Elisabeth Seifert (Artiset)

C'est précisément dans les villes et les communes que l'on se rend compte que les personnes âgées ont besoin d'accompagnement afin de pouvoir mener une vie autonome le plus longtemps possible et participer à la vie sociale. C'est ce qu'observent Franziska Ehrler, responsable des Questions sociales à l'Union des villes suisses, et Claudia Kratochvil, directrice de l'Association des Communes Suisses. Elles constatent aussi une belle dynamique pour trouver des solutions. Selon elles, les forces à l'échelon communal résident dans la création de conditions-cadres favorables aux personnes âgées et à la cohabitation des générations, et dans la mise en réseau des partenaires (prestataires publics et privés, proches et bénévoles). Il s'agit en outre de faciliter l'accès aux prestations d'accompagnement, indique Franziska Ehrler. Dans ce cadre, le travail de proximité auprès des personnes âgées est essentiel pour atteindre toutes celles qui vivent isolées.

De nombreux endroits, surtout dans les grandes villes et les agglomérations, proposent déjà une bonne offre d'accompagnement, soulignent les deux responsables. «Mais souvent, les personnes âgées connaissent trop peu ces offres», remarque la représentante des villes. Par ailleurs, nombre de ces personnes ne peuvent pas se permettre l'accompagnement dont elles auraient besoin. Dans les petites villes et communes, Claudia Kratochvil voit dans les initiatives régionales en particulier une chance d'améliorer l'offre. La directrice de l'Association des Communes Suisses est convaincue que les contrats de prestations sont un outil efficace pour promouvoir la coordination et les échanges entre les partenaires.

Adopter une terminologie uniforme

Les villes et les communes sont compétentes dans le domaine de l'accompagnement des personnes âgées, affirme Claudia Kratochvil. Elles prennent davantage conscience que la santé et le social doivent faire l'objet d'une réflexion conjointe. Par ailleurs, de nombreuses communes participent au financement, en plus des cantons.

Les deux représentantes estiment qu'outre les cantons (et les communes), la Confédération a elle aussi des obligations. «Compte tenu de l'évolution démographique, nous devons trouver de bonnes solutions ensemble, en tant que société», affirme Claudia Kratochvil. Ainsi, la Confédération ne doit pas se soustraire à ses responsabilités en matière de financement. La directrice se réfère ici à la clé de financement prévue pour l'accompagnement par le bais des prestations

complémentaires (PC). Un projet de financement des logements adaptés fait actuellement débat au Parlement et prévoit que le financement soit à la charge des cantons (et communes). Selon Franziska Ehrler, apporter des améliorations uniquement pour les bénéficiaires de PC n'est pas suffisant: un soutien financier aux personnes qui n'y ont tout juste pas droit est aussi nécessaire.

Franziska Ehrler et Claudia Kratochvil estiment qu'une autre tâche des communes, des cantons et de la Confédération est de développer une compréhension commune de l'accompagnement et des prestations à financer par les pouvoirs publics. Une offre de qualité à l'échelle nationale ne pourra voir le jour que si les trois niveaux de l'État reconnaissent leur responsabilité partagée dans le domaine de l'accompagnement, affirme Franziska Ehrler.

À l'instar des représentantes des villes et des communes, Astrid Wüthrich, vice-directrice de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), constate un «dynamisme» et des «étapes intéressantes» dans le développement des structures d'accompagnement. Cependant, cela ressemble davantage à un patchwork, en raison de l'absence de «définition uniforme des termes». «Une conception commune de l'accompagnement au niveau national, qui inclut notamment le bénévolat, n'en est qu'à ses débuts», déclare-t-elle.

Attentes envers les associations

S'agissant de clarifier ce que l'on entend par le terme d'accompagnement, Astrid Wüthrich considère que les conférences intercantonales ont un rôle important à jouer, dans la mesure où la garantie de l'aide et des soins à domicile est du ressort des cantons. «La Confédération peut soutenir les cantons en leur transmettant des connaissances et des

«Une conception commune de l'accompagnement au niveau national, qui inclut notamment le bénévolat, n'en est qu'à ses débuts.»

Astrid Wüthrich, vice-directrice de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

informations.» La vice-directrice attend des associations de prestataires qu'elles clarifient quelles sont les formes d'accompagnement qui sont sollicitées et celles qui sont proposées par les EMS, par exemple. Un certain consensus doit être trouvé sur les besoins à financer par des fonds publics et les prestations qui en découlent, avant que les responsables politiques ne puissent décider comment ces prestations seront compensées financièrement.

Annonce

Wie zügeln wir unser Heim?



Moving Solutions begleitet Umzüge von Pflege- und Betreuungseinrichtungen bei Renovation oder Neubau

🗹 Projektleitung & Fachberatung 🔽 Planung & Durchführung 🔽 Begleitung aller Anschlussthemen

Kontakt & Informationen: www.movingsolutions.ch oder über das ARTISET-Beraternetzwerk

Des députés des quatre partis gouvernementaux s'expriment sur le besoin d'agir

Que fait la politique fédérale en matière d'accompagnement? Et que souhaite-t-elle faire à l'avenir? Nous avons discuté avec quatre membres des Commissions de la sécurité sociale et de la santé publique des deux Chambres et leur avons demandé où il est nécessaire d'agir pour que les personnes âgées en Suisse soient bien accompagnées et qu'elles puissent vivre de façon autonome.

Organisation: Elisabeth Seifert (Artiset)

Garantir l'accès universel à l'accompagnement

《Un changement de mentalité est nécessaire: il faut placer systématiquement la personne au centre. Les prestations de soutien publiques doivent être davantage liées aux besoins des personnes nécessitant un accompagnement et moins aux institutions et aux assurances sociales. Avec le projet relatif aux prestations complémentaires (PC) pour le logement adapté, la Confédération intègre pour la première fois l'accompagnement de manière explicite dans un financement et vise un soutien indépendant des institutions. La stratégie vieillesse nationale, en cours d'élaboration, permet d'adopter une approche globale et de coordonner ainsi les différents thèmes, initiatives et niveaux étatiques. Nous devons toutefois poursuivre les réflexions dès aujourd'hui: afin de garantir l'accès aux prestations d'accompagnement pour tout le monde, des solutions de financement allant au-delà des PC sont nécessaires. À cet effet, certaines communes ont introduit des modèles innovants, comme les bons d'accompagnement. Au niveau fédéral, je considère que le développement de la contribution d'assistance et/ou l'extension et la modernisation de l'allocation pour impotence permettraient d'améliorer l'égalité d'accès aux prestations. Dans l'idéal, il faudrait regrouper ces structures en un seul système cohérent

pour les personnes ayant besoin de soutien, c'est-àdire les personnes âgées et les personnes en situation de handicap. Avec pour objectif l'autodétermination et la promotion de la santé physique, chique et sociale. L'intégration de spécialistes dans les débats permettrait d'influencer et d'accélérer la prise de décision.



Flavia Wasserfallen, PS. conseillère aux États, BE

Intégrer les prestations psychosociales

⟨Vouloir améliorer l'autonomie des personnes âgées, tout en les soutenant dans leurs besoins, doit passer par un renforcement des activités d'aide et d'accompagnement effectuées par les proches à domicile. En outre, le cadre des prestations reconnues doit être élargi aux tâches de soutien, d'accompagnement et de conseil pour l'organisation du quotidien ainsi qu'aux prestations psychosociales. Le projet relatif aux prestations complémentaires pour le logement adapté permettra d'octroyer des forfaits pour ce type de logement. Les cantons sont compétents et responsables pour ces prestations complémentaires, mais la Confédération doit poser les bases légales pour leur mise à disposition. Il convient de souligner que les entrées retardées en EMS représentent un avantage tant pour les personnes concernées, au regard de leurs besoins et de leur dignité, que pour les pouvoirs publics, qui peuvent réaliser des économies. Cela permet de dégager des moyens supplé-

mentaires pour l'accompagnement à domicile et de définir des critères de qualité, d'efficacité et de rentabilité pour lesquels les associations et institutions concernées doivent se porter garantes. Celles-ci sont tenues de veiller à ce que l'aide soit suffisante et adaptée aux besoins des bénéficiaires, qu'elle corresponde à leur situation financière et puisse être sollicitée sans de lourdes démarches administratives.)



Benjamin Roduit, Le Centre, conseiller national, VS

Une stratégie commune est nécessaire

«Les réalités de vie des personnes âgées sont très différentes. Pour promouvoir une vie autonome, il faut systématiquement placer au centre les besoins individuels et la situation spécifique des personnes concernées et y répondre à l'aide de solutions innovantes et de nouvelles technologies. Nous pouvons mieux faire dans ce domaine. Je pense aux formes d'habitat créatives, comme le logement intergénérationnel, les colocations pour personnes âgées et le logement adapté. Aux nouvelles solutions de mobilité, telles que les bus autonomes sur appel ou les plateformes de covoiturage facilement accessibles. Ou encore à la promotion de la numérisation, tant dans le domaine de la santé qu'auprès des personnes âgées. Il faut également davantage donner à toutes et tous les moyens d'être maîtres de leur santé, indépendamment de leur âge. L'accompagnement des personnes âgées est un système complexe englobant les compétences des pouvoirs publics aux niveaux fédéral, cantonal et communal, les organisations du secteur privé et à but non lucratif ainsi que la société civile, les proches et les bénévoles. Malheureusement, il n'y a pas de stratégie

commune. La Confédération peut ici assumer un rôle de coordinatrice pour lancer et piloter l'élaboration d'une telle stratégie. Elle doit en outre veiller à ce que les formes d'accompagnement ambulatoires et stationnaires soient traitées à égalité afin qu'elles répondent de manière ciblée aux besoins individuels et à la situation spécifique des personnes concernées. Aujourd'hui déjà, les prestations d'accompa-



Andri Silberschmidt, PLR, conseiller national, ZH

gnement font l'objet d'une forte demande, laquelle ne cessera de croître en raison de l'évolution démographique.)

Appel à la solidarité sociale

《Tout le monde souhaite vivre chez soi le plus longtemps possible et y mourir. À la campagne, on peut encore compter sur l'aide du voisinage et des proches, mais dans les villes et les agglomérations, ce n'est pas toujours le cas. Des appartements adaptés et abordables dans des maisons intergénérationnelles, où jeunes et moins jeunes cohabitent, pourraient être une solution de remplacement. Les personnes âgées et les jeunes devraient s'entraider. Les étudiantes et étudiants et les jeunes adultes en général devraient contribuer activement à l'accompagnement des personnes âgées. Tout le monde profiterait ainsi d'un loyer meilleur marché. Une contribution d'assistance rendrait de telles prestations de soutien encore plus attractives. Cela implique d'assumer des responsabilités et, plutôt que de ne compter que sur une

bourse ou une aide de l'État. de contribuer à la cohésion sociale. Dans le domaine de l'accompagnement, nombre de prestations spécifiques sont déjà en cours de réalisation. Les communes ont une obligation à cet égard, de même que les prestataires comme Pro Senectute, Pro Infirmis et les paroisses. Pour que les personnes âgées puissent recourir aux prestations d'aide dont elles ont besoin, il convient aussi de vérifier et corriger l'imposi-



Vroni Thalmann-Bieri, UDC, conseillère nationale, LU

tion des rentes AVS. En outre, la valeur locative doit être supprimée pour les bénéficiaires de PC afin de leur octroyer davantage de moyens et leur permettre de participer plus activement à la vie sociale.



Un bon accompagnement des personnes âgées présente de multiples facettes. À Münsingen, l'offre en matière d'habitat pour seniors est large. L'ensemble du personnel assume des tâches d'accompagnement, les échanges avec les proches et la participation à la vie sociale occupent une place importante. Il est ainsi possible de répondre à tous les besoins des résidentes et résidents.

Nicole Fivaz (Senesuisse)

u centre du village, la fondation pour personnes âgées «Stiftung für Betagte Münsingen» propose quatre formes d'habitat sur trois sites. L'offre comprend un immeuble de logements adaptés pour personnes âgées, des appartements avec services, des lits médicalisés et une unité de vie pour les personnes atteintes de troubles cognitifs. En plus de la participation des résidentes et résidents et de l'approche centrée sur la personne, la notion d'accompagnement est omniprésente dans la vie quotidienne et se traduit parfois par des solutions peu conventionnelles.

Ainsi, le couple chargé de la conciergerie de l'immeuble apporte son aide aux locataires dans les cas d'urgence. Dans la résidence Bärenmatte, le service de maison apporte le petit-déjeuner aux personnes bénéficiant de soins globaux. C'est une cohabitation animée et participative, telle que les résidentes et résidents l'ont connue par le passé, lorsqu'ils habitaient encore de manière indépendante à Münsingen, un village de la vallée de l'Aar, à l'intersection entre l'Oberland bernois, la ville de Berne et l'Emmental.

Priorité à l'accompagnement individuel

La fondation de Münsingen accorde toujours et partout une grande importance à une prise en soin adéquate, aussi bien au centre pour personnes âgées Schlossgut qu'à la résidence Bärenmatte et dans les logements de l'immeuble Sonnhalde. Ce principe est bien ancré dans la tête et le cœur de chaque collaboratrice et collaborateur, et largement soutenu par la direction et le conseil de fondation.

Tout le monde a conscience que l'accompagnement est à dimensions multiples et qu'il est omniprésent: pendant les soins, durant les activités, à l'accueil, à la cuisine et lors du

Des résidents de différents secteurs et des collaboratrices de différents métiers font de la pâtisserie ensemble: la cohabitation est animée à la fondation Stiftung für Betagte de Münsingen.

Photo: Stefan Marthaler/Stiftung für Betagte Münsingen

service. Ainsi, la concierge connaît la plante préférée d'un résident et en prend soin avec lui, ou alors l'intendante interrompt son travail et prend le temps nécessaire pour s'assoir et boire un café avec une résidente. Ailleurs, c'est une résidente de l'EMS qui aide à plier le linge à la blanchisserie. Elle est en quelque sorte membre de l'équipe et reçoit à ce titre un cadeau à Noël comme marque d'estime pour son engagement.

Ici, les personnes âgées sont prises en considération et leur fragilité fait l'objet de toutes les attentions. Les gens se rencontrent et organisent ensemble la journée. Parfois, ils ont besoin d'être réorientés, comme au bureau d'accueil par exemple, lorsqu'ils viennent chercher leur courrier qu'ils ont déjà déposé dans leur chambre ou lorsqu'ils se trompent de jour et se perdent dans le programme. De plus, des collaboratrices et collaborateurs sont exclusivement chargés de l'accompagnement.

Les soins et l'accompagnement sont d'égale importance

Depuis 2019, la fondation emploie du personnel des soins et du domaine social. Le nom du secteur d'activité, «Accompagnement et soins», montre bien l'égale importance que l'on accorde aux deux domaines, qui sont aussi tous deux représentés dans la direction du secteur. L'équipe du domaine social, qui compte six personnes, est responsable des activités collectives quotidiennes et des événements sur les différents sites. Mais pas seulement. Répartie dans toutes les unités, elle propose aussi des échanges individuels avec les résidentes et résidents et des moments particuliers – récemment, un coquelet grillé a été préparé sur le balcon d'un résident.

L'équipe du domaine social travaille main dans la main avec le personnel soignant. Elle accompagne les personnes ayant besoin de soutien lors des repas, une tâche plus ou moins intense selon la forme du jour. Tout le monde y

gagne: le personnel soignant est moins stressé et les personnes en charge de l'organisation du quotidien peuvent profiter de ce temps sans activités de groupe. Inversement, les aides-soignantes et les assistantes en soins et santé communautaire peuvent aussi assumer des tâches d'accompagnement et entreprendre des activités de groupe en se libérant de leurs tâches habituelles le temps d'un après-midi. Il y a quelque temps, des membres de l'équipe soignante ont animé un parcours sensoriel pour la stimulation des pieds et proposé ainsi un bel après-midi. Une telle liberté est également accordée à titre individuel, par exemple pour faire une promenade.

En discutant avec Simon Eugster, responsable du secteur social et co-esponsable du domaine Accompagnement et soins, on remarque à quel point ces contacts personnels sont importants pour lui, même s'il n'intervient plus toujours en première ligne, mais plutôt en arrière-plan. «Il est très ai-

«Selon notre approche biopsychosociale, nous voulons que les résidentes et résidents trouvent une écoute attentive et une personne à qui adresser toutes leurs questions.»

Simon Eugster, responsable du secteur social et co-responsable du domaine Accompagnement et soins

mable, mais il lui arrive aussi d'être sévère avec nous», s'amuse une résidente croisée durant sa promenade. «Aujourd'hui, il m'a même donné des devoirs.» Cela montre que le personnel ne considère pas l'accompagnement comme un simple divertissement, mais qu'il propose une prise en soin adéquate et des possibilités de vraie rencontre.

«Il s'agit de considérer chaque individu selon une approche biopsychosociale», explique Simon Eugster, qui est également membre de la direction de la fondation. «Nous voulons que les résidentes et résidents trouvent une écoute attentive et une personne à qui adresser leurs questions, qu'elles soient liées aux soins, qu'elles portent sur des préoccupations financières ou juridiques ou sur des sujets liés à leur histoire de vie. Cette façon de faire commence avant même l'admission, et nous impliquons les proches.»

Une bonne intégration est le b.a.-ba

À Münsingen, une attention particulière est accordée à l'arrivée en EMS et aux relations avec les proches. Quatre fois par an, un après-midi portes ouvertes offre la possibilité aux

personnes âgées intéressées et à leurs proches de visiter, poser des questions et se familiariser avec les lieux. Quant aux responsables de la fondation, c'est l'occasion de faire la connaissance de personnes qui seront peut-être de futures résidentes et d'en savoir un peu plus sur leur histoire de vie.

Après l'installation, les proches sont les bienvenus dès la première journée, aussi lors de manifestations culturelles et les jours fériés, pour de ne pas rompre avec leurs habitudes. Leurs renseignements sont documentés et très utiles pour connaître la biographie et les besoins des nouvelles personnes accueillies. Les proches sont en outre conviés à un repas de bienvenue à partager avec leur parent dans le restaurant de la maison, où ils pourront par la suite savourer ensemble d'autres bons repas.

Dès les premiers jours, un membre de l'équipe du domaine social se rend auprès de la nouvelle ou du nouveau résident pour prendre de ses nouvelles. Comme l'équipe ne porte pas de tenue de travail, les personnes se livrent plus facilement, constate Simon Eugster. Il peut s'agir de détails, comme des portions plus petites à prévoir pour le repas, mais aussi de choses plus complexes. Les commentaires qui lui parviennent sont toujours les mêmes: cet accompagnement initial étroit facilite l'intégration. Selon Simon Eugster, la nouvelle situation de la personne demande de porter l'attention non seulement sur les besoins en soins, mais aussi sur le bien-être. Cela passe notamment par le maintien des contacts sociaux avec la population.

Les bénévoles du village contribuent aussi à la participation sociale, en assumant des tâches d'accompagnement et en offrant une valeur ajoutée aux résidentes et résidents, sous la forme d'activités à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

Inviter le village dans l'EMS

Les résidentes et résidents ne peuvent toutefois pas toujours assister aux événements culturels du village. L'établissement a donc décidé d'organiser lui-même des activités pour attirer la population du village, comme le «Dorfkafi», un café accessible à tout le monde, tous les derniers vendredis du mois, proposé avec la collaboration de l'association des femmes de Münsingen. Les femmes de l'association confectionnent les gâteaux et les pâtisseries et l'EMS met à disposition le local et le café. En plus de la convivialité, il y a toujours une ou un invité qui parle pendant un quart d'heure de son métier ou de son association. La moitié du public est composée des résidentes et résidents, l'autre moitié de la population âgée du village. Avec une quarantaine de personnes, parmi lesquelles des habituées, l'événement est toujours bien fréquenté et donne lieu à chaque fois à des discussions passionnantes.

Grâce à la proximité de l'établissement Schlossgut avec le centre du village, juste à côté du parc du château, la présence au marché automnal est un autre temps fort du programme annuel. L'EMS y tient son propre stand et vend des articles que les résidentes et résidents ont confectionnés dans le cadre des activités de groupes facultatives.

La vie à «l'hôtel de la mémoire»

Aux Charmettes, une institution pour personnes âgées présentant des fragilités de la mémoire, tout le monde accompagne, du soignant à la directrice, de l'infirmière au cuisinier, de l'animateur à la réceptionniste. Agilité, souplesse et adaptabilité sont les fondements de la philosophie de la maison.

Anne-Marie Nicole (Artiset)

Après un début d'octobre frais et pluvieux, le soleil a refait son apparition. C'est de bon augure pour la fête de la châtaigne qui se prépare. Quelques habitants du lieu profitent de cette douceur automnale pour se promener dans le jardin avant de rentrer pour le repas de midi. À l'intérieur de la maison, l'ambiance est détendue. Il y a un joyeux va-et-vient entre les différents espaces du rez-de-chaussée.

Au restaurant, tandis que la discussion s'engage avec Juliette Dumas, chargée de formation, et Alexandre Quintero, clinicien-coordinateur et responsable qualité, Mario et Marcel s'installent tout naturellement à notre table. Ils observent, écoutent, hochent de

temps en temps la tête pour approuver ou désapprouver. Puis ils se lèvent et rejoignent leur lieu de vie respectif où le repas est servi. «Le jour même de son arrivée aux Charmettes, Mario m'a aidé à préparer notre audit qualité», raconte Alexandre Quintero. Avant de prendre sa retraite, Mario était en effet chargé du développement des démarches qualité pour des institutions.

L'histoire de l'établissement des Charmettes, à Bernex, dans la campagne genevoise, commence en 1953. Soixante ans plus tard, après d'importants travaux de démolition et reconstruction, un bâtiment tout neuf d'une couleur ocre chaude et apaisante est sorti de terre, se dressant dans un parc arboré et joliment aménagé, pour répondre aux besoins et aux envies du moment: des bancs pour se reposer, un sentier qui invite à la promenade, un chalet pour partager des fondues ou du vin chaud, une volière, une cage à lapins, une mangeoire pour les moutons qui viennent de temps en temps tondre l'herbe ou encore une cabane en bois pour abriter la bibliothèque d'un résident, ancien professeur d'université, et les sept cents livres dont il n'a pas voulu se défaire.

Quatre-vingt-quatre personnes présentant des troubles cognitifs cohabitent ici, réparties selon leur personnalité et leurs ressources dans six lieux de vie autonomes mais reliés entre



Une joyeuse tablée aux Charmettes: les personnes qui vivent ici doivent se sentir chez elles et pouvoir rester elles-mêmes. Photo: Stefan Vos

eux par de larges couloirs. Le rez-dechaussée s'organise autour d'un grand hall flanqué de part et d'autre de fauteuils et canapés confortables, du restaurant ouvert à tout le monde et de la Chaumière, lieu névralgique de la maison, qui s'anime au gré des rencontres, des discussions et des activités.

Appréhender autrement les fragilités

S'il est reconnu comme tel, l'établissement des Charmettes n'est pas un établissement médico-social (EMS) aux yeux de celles et ceux qui y vivent ou y travaillent, mais un «hôtel de la mémoire». Ici, il n'y a pas de résidents, mais des habitants. Les unités de vie sont des maisons. Les femmes de chambre et les employées de service sont les fées du logis. Pour ne pas focaliser sur un diagnostic qui fait peur, on ne parle pas de démence, mais de fragilité de la mémoire. On ne déambule pas, on se promène. Il n'y a pas de troubles du comportement qui soient agressifs, mais uniquement défensifs, pour se protéger d'un environnement qui serait anxiogène. «Les mots sont importants, ils permettent d'appréhender autrement les fragilités», affirme

Alexandre Quintero. Et quand les mots viennent à manquer, tout le monde parle le «charmettois», un mélange de mots empruntés à des langues diverses, de signes non verbaux, de gestes et de musicalité de la voix.

Aux Charmettes, disponibilité, souplesse, adaptabilité, écoute et observa-

«Nous travaillons avec des rythmes de vie différents et les fragilités évoluent. Nous devons donc constamment anticiper et nous adapter à la situation du moment.»

> Juliette Dumas. chargée de formation

tion sont les maîtres-mots de l'accompagnement. «Agilité, aussi», souligne Juliette Dumas. «Nous travaillons avec des rythmes de vie différents et les fragilités évoluent. Nous devons donc constamment anticiper et nous adapter à la situation du moment.» Ce qui va bien un jour, n'ira peut-être pas aussi bien le lendemain. «Un bon accompagnement, c'est offrir la possibilité à chaque personne que nous accueillons de rester qui elle était et de lui donner un rôle selon ses ressources et ses compétences», résume pour sa part Mikaela Halvarsson, directrice de l'institution. Dès lors, le projet d'accompagnement suppose une bonne connaissance de l'histoire de vie de la personne, sans pour autant l'y figer.

«L'institution doit être agile et créative pour proposer un environnement qui ne mette jamais la personne en difficulté ni ne la confronte à ses fragilités.» La structure devient ainsi un atelier de mémoire qui réveille tous les sens, qui donne envie de toucher, d'expérimenter, d'écouter, de discuter. «On se prend par la main, on s'embrasse beaucoup; le toucher est important», relève encore Juliette Dumas. De même, tout le monde s'appelle par son prénom et se tutoie pour la plupart, ce qui permet d'entrer dans une relation plus intime, plus authentique, avec toujours le même respect pour la personne.

La personne vulnérable reste une personne à part entière

Au-delà du bien-être et de la qualité de vie, l'accompagnement doit aussi permettre de maintenir au mieux l'autonomie et l'autodétermination des personnes. Pour ce faire, les habitantes et habitants sont considérés comme des partenaires - tout comme les familles et les proches d'ailleurs, très présents dans l'institution. «La personne en fragilité reste une personne à part entière qui a quelque chose à nous apporter. Ainsi, plutôt que ce soit nous qui l'aidions, nous lui proposons que ce soit elle qui nous aide et nous montre comment elle souhaite être accompagnée et prise en soin. Cela change complète«Nous n'avons pas plus de temps que dans d'autres institutions. Simplement, nous fixons différemment nos priorités et avons une organisation plus souple.»

Mikaela Halvarsson, directrice de l'institution

ment la donne», remarque Mikaela Halvarsson. «Si la personne nous dit qu'elle n'a pas besoin de douche, nous devons l'entendre et trouver une autre façon de l'y inviter, par exemple en changeant d'environnement.»

De l'infirmière au cuisinier, de l'animateur à la fée du logis, de la directrice au soignant, de la réceptionniste au formateur: tout le monde accompagne, quel que soit son métier, le moment et le lieu. «Les personnes sont chez elles ici. Tout est ouvert: les bureaux, la buanderie, la cuisine, la réception... Partout elles sont les bienvenues», explique Juliette Dumas. «C'est l'organisation qui s'adapte à elles et non l'inverse.» Et si une habitante vient s'asseoir dans son bureau tandis qu'elle rédige un rapport ou dans celui de son collègue qui se concentre sur le planning de la semaine, «nous laissons notre travail de côté pour être avec la personne». La mise en lien est la priorité et tout le monde prend ce temps, en accord avec la philosophie de la maison. «Nous n'avons pas plus de temps que dans d'autres institutions», affirme Mikaela Halvarsson. «Simplement, nous fixons différemment nos priorités et avons adopté une organisation plus souple.»

Une animation de proximité au quotidien

Tout l'environnement est pensé pour garantir une ambiance harmonieuse, apaisante et rassurante, «comme à la maison», et limiter ainsi l'anxiété. «Nous sommes des créateurs d'ambiance», résume joliment Juliette Dumas. S'il y a effectivement des animations collectives ponctuelles ou régulières organisées par l'équipe socio-culturelle, tous les moments du quotidien sont prétextes à l'accompagnement et au lien: préparer le petit-déjeuner, confectionner un gâteau, faire une manucure en écoutant de la musique, masser les épaules. La toilette devient aussi une rencontre privilégiée.

L'hôtel de la mémoire Les Charmettes bouge, change, évolue constamment. Les habitantes et habitants y sont pour beaucoup. «Ils sont une force de proposition et ils nous montrent très vite quand on fait faux», assure la directrice. «En partant d'eux et de leurs besoins, nous ne sommes pas en train de conceptualiser des modèles qu'on ne pourra pas appliquer dans la pratique. Cela veut dire que tout le monde doit s'adapter et jouer le jeu.» Des formations et des séances régulières de sensibilisation y veillent. Quant au colloque interdisciplinaire du lundi après-midi, il est l'occasion de revenir sur des situations particulières, d'exprimer son impuissance, ses doutes, ses incompréhensions, de passer le relais quand c'est nécessaire. «Nous devons travailler en confiance et avoir le courage parfois de casser les codes pour changer le regard», conclut la directrice.

Le lien réconforte et rassure

Pour leur bien-être, les personnes atteintes de troubles cognitifs ont besoin de chaleur humaine et de soutien. Dans les unités de vie spécialisées du centre de compétences pour la qualité de vie Schönbühl, à Schaffhouse, l'accompagnement a donc une valeur particulière.

Elisabeth Seifert (Artiset)

L'ancienne ferme «Höfli» est située dans le centre historique du village de Herblingen, non loin de Schaffhouse. Il y a quelques années, le corps de ferme, la grange et le terrain ont été transformés en une habitation moderne pour les personnes vivant avec des troubles cognitifs. Au rez-dechaussée, la salle commune occupe un grand espace. Il y a aussi une cuisine, accessible aux gens du quartier, et un petit salon attenant avec sa cheminée, particulièrement chaleureux. Quand j'y arrive en septembre, c'est la fin de la matinée, et l'ambiance y est calme. C'est en haut, dans les deux appartements, que vivent en communauté sept personnes avec des troubles cognitifs.

Dans l'appartement du premier étage, plusieurs résidentes sont assises autour d'une grande table. Deux femmes sont en pleine conversation, d'autres lisent le journal et une dame, accompagnée d'un jeune homme, fixe son attention sur un jeu de société. Dans le salon attenant, un monsieur est installé dans un grand fauteuil à oreilles. Il écoute de la musique tout en regardant par la fenêtre. Dans la cuisine ouverte, à côté de la table à manger, une femme accompagnée d'une résidente prépare le repas, du saumon avec un gratin de légumes.

Un quotidien tout à fait normal. «Avec le Höfli, nous avons fait évoluer le concept de la résidence pour personnes avec des troubles cognitifs vers la normalisation», affirme Patric Gonetz, co-directeur du centre de compétences pour la qualité de vie Schönbühl, implanté à Schaffhouse, et dont fait partie le Höfli. En plus de ce foyer décentralisé, le centre Schönbühl compte

deux autres maisons pour des personnes atteintes de démence dans son bâtiment principal, lequel abrite aussi d'autres unités de vie pour des personnes âgées qui ont besoin de soins. De plus, le site de Schaffhouse regroupe deux maisons proposant des logements avec accompagnement.

Percevoir les émotions

Créer une atmosphère chaleureuse est une mission importante du centre de compétences. «Nous ne sommes pas un hôpital, mais un lieu de vie», souligne Marcus Pohl, responsable Accompagnement et soins. Les collaboratrices et collaborateurs, dont la plupart ont suivi une formation dans les soins, considèrent que leur rôle est d'aménager le cadre de vie et le quotidien. Le fait de ne porter ni tenue professionnelle ni badge nominatif s'inscrit dans cette compréhension de leur mission. «Soigner avec compétence est pour nous une évidence, mais les résidentes et résidents doivent en priorité nous considérer comme des personnes qui les accompagnent dans leur quotidien.»

Marcus Pohl, qui est à la fois éducateur social et infirmier, souligne qu'en plus du beau cadre de vie, le travail d'accompagnement a un impact positif sur la qualité de vie des personnes, tout particulièrement pour les personnes avec des troubles cognitifs. «Pour se sentir rassurées et satisfaites, elles ont besoin d'une grande proximité humaine, ce qui nécessite un fort travail relationnel.» Les personnes avec des troubles cognitifs vivent des situations bouleversantes. Pour les réconforter et leur donner des repères, il

faut se tenir personnellement à leurs côtés. «Sans un bon accompagnement, qui apporte réconfort et sécurité affective, ces personnes sont perdues.»

Marcus Pohl sait qu'ici le travail relationnel passe essentiellement par la perception des émotions, une tâche exigeante qui requiert beaucoup d'empathie. Pour avoir autant d'empathie, il faut avoir la conviction que «chaque être humain, quelles que soient ses aptitudes cognitives, ne perd pas sa dignité.» Marcus Pohl reprend ici un extrait des principes directeurs du centre de compétences.

Percevoir les émotions signifie notamment qu'au lieu de corriger les gens dans leur perception de la réalité, nous entrons dans leur monde pour y recueillir leurs émotions. Par exemple, si une dame réclame la visite de sa mère, «nous prenons ce souhait au sérieux et la confortons dans son amour pour sa mère en évoquant avec elle ses nombreux beaux souvenirs».

Soutien dans le quotidien

Pour un bon accompagnement, il faut que le personnel connaisse bien les besoins et les centres d'intérêts des personnes qui leur sont confiées. Il est ainsi très utile de s'enquérir de leur histoire de vie en collaborant avec

leurs proches, qui remplissent d'abord un formulaire biographique puis sont régulièrement en contact avec la personne de référence. Patric Gonetz explique que plusieurs proches accompagnent leur parent tout au long de la journée en tant que personnes de référence bénévoles. «Cette implication des proches est l'expression même de la normalisation, mais elle requiert aussi un travail de coordination.»

Et Marcus Pohl d'ajouter: «Les personnes avec des troubles cognitifs ont besoin de soutien dans toutes les activités du quotidien. Nous nous considérons comme leurs employées et employés. Ce sont eux qui nous disent ce qu'ils veulent, et non le contraire. Et comprendre leur volonté n'est possible qu'en leur portant véritablement attention.»

Un autre facteur non négligeable pour le bien-être de ces personnes vulnérables est de se sentir utiles et de pouvoir prendre part à la vie communautaire, d'où l'importance de participer aux tâches quotidiennes du logement communautaire, comme laver la vaisselle et éplucher les légumes, ou aller faire les courses dans le magasin du village. «Les personnes atteintes de démence ont besoin d'encouragements positifs à propos de leur participation, même si les assiettes essuyées sont parfois rangées dans le four», explique Marcus Pohl. En outre, l'accompagnement dans l'organisation du quotidien et du cadre de vie porte aussi sur le maintien des contacts sociaux avec le voisinage, les membres de la famille



Une résidente et une accompagnante dans le jardin du centre de compétences à Schönbühl. Photo: Marcel Krauss

et les connaissances, par exemple en participant à des activités associatives, ou en assistant à un concert ou un match de football.

Former à un certain état d'esprit

À «Höfli», le personnel accompagne autant que possible les résidentes et résidents chez le coiffeur du village, ou encore chez la pédicure ou le médecin. De plus, les résidentes et résidents participent aux activités du village comme la fête foraine et invitent le voisinage à venir à l'ancienne ferme «Höfli» pour la fenêtre de l'Avent.

Un travail relationnel et d'accompagnement approfondi prend du temps. C'est pourquoi les unités de vie spécialisées de Schönbühl emploient beaucoup plus de monde que les autres services. Selon le co-directeur Patric Gonetz, le financement est une préoccupation permanente. Lors de son interview, il insiste à plusieurs reprises sur le fait que pour comprendre les besoins spécifiques des personnes avec des troubles cognitifs, il faut avoir un certain état d'esprit. «Nous devons accepter le point de vue et la réalité de notre vis-à-vis sans juger ni corriger.» Pour conserver de telles aptitudes, il faut suivre régulièrement des formations continues et assister à des discussions de cas. Marcus Pohl souhaiterait aussi que d'autres métiers du domaine social soient associés, pour que sa collègue et lui-même aient du renfort.



L'accompagnement est aussi diversifié que les personnes qui en bénéficient et se décline entre prestations stationnaires et ambulatoires et soutien familial. Trois femmes et un homme dont l'épouse était malade d'Alzheimer évoquent leur vie, leur lieu de vie, leurs besoins au quotidien et tout ce qui leur donne de la force.

Salomé Zimmermann (Artiset) et Céline König (Pro Senectute Suisse)

Peter Burkhardt, 85 ans, Bâle

«Avant la retraite, j'étais éducateur social. J'ai accompagné ma femme Liselotte malade d'Alzheimer jusqu'à son décès. Elle a vécu ses dernières années de vie dans un EMS. La période avant son entrée en institution a été difficile pour moi, car Liselotte souffrait de plus en plus d'incontinence. Un



Photo: màd

foyer de jour prenait soin d'elle, ce qui me permettait de m'occuper du ménage et de me préparer aux activités que nous faisions ensemble. Comme je savais que les promenades sont importantes pour les personnes avec des troubles cognitifs, nous nous baladions tous les jours dans la forêt proche de chez nous. Je pense que Liselotte comprenait tout ce que les personnes référentes lui disaient à la fin de sa vie, même si elle ne s'exprimait plus que par des exclamations telles que «voilà», «aïe, aïe, aïe» et «hop la». Lors de nos promenades quotidiennes, elle a inventé sa propre chanson en mélangeant ses mots préférés qu'elle fredonnait. Pour moi, cela montre qu'en dépit des nombreux déficits, les personnes avec des troubles cognitifs peuvent être créatives.

Lorsqu'elle était en EMS, elle n'avait que peu de contact avec d'autres personnes, c'est pourquoi j'organisais chez nous des rencontres avec des proches le dimanche. Liselotte participait aux discussions avec un grand sourire. Elle était

À la Table de midi de Pro Senectute, à Aarau, des personnes âgées se rencontrent pour partager un repas et échanger.

Photo: Martin Bichsel

entourée de personnes qu'elle connaissait et se sentait acceptée et en sécurité. Elle est parvenue à me communiquer comment elle percevait la vie en EMS à l'aide de dessins: sur un set de table, elle dessinait une image qui représentait sa situation de manière impressionnante. Une année avant son décès, elle a peint son parcours comme une tapisserie de sa vie qu'elle observait attentivement. J'ai ainsi pu me familiariser avec son monde intérieur. J'ai écrit un livre pour partager mon expérience avec d'autres proches de personnes malades. Je trouve que les proches jouent un rôle très important dans l'accompagnement des personnes atteintes de troubles cognitifs.»

Irene Gertrud Graf, 96 ans, Nyon

«Je vis chez ma fille et sa famille à Nyon depuis le mois de mai. Auparavant, j'ai vécu dix ans dans une résidence pour

personnes âgées. Là-bas, les activités et les liens sociaux me manquaient. Au début, j'ai pu faire de nouvelles connaissances, mais avec les années, cela s'est essoufflé, notamment en raison de mon audition et de ma vue qui ont baissé. Chez ma fille, je me sens à l'aise et bien entourée. L'accompagnement est plus personnel et mieux adapté à mon rythme de vie. Ma fille veille à ce que je ne reste jamais seule longtemps



Photo: Céline König

et qu'il y ait toujours quelqu'un à mes côtés. De plus, je peux passer du temps avec le chat Sookie et le chien Jelly, qui sont très affectueux. Mes petites-filles et des proches viennent → régulièrement me rendre visite. Je bénéficie non seulement de l'aide de ma famille, mais aussi d'un soutien professionnel. Tous les matins, une soignante du centre médico-social m'aide à me laver et à m'habiller. Chaque semaine, j'entraîne mon équilibre avec mon physiothérapeute, je fais des exercices et des promenades avec mon ergothérapeute. Une fois par semaine, je me rends au centre d'accueil de jour à Nyon, où je mange et je joue avec d'autres personnes. Malgré tout, il arrive que l'ennui s'installe. C'est peut-être dû au fait qu'avant d'emménager, j'avais de grandes attentes. J'ai aussi remarqué qu'il y avait beaucoup de choses que je ne peux plus faire toute seule. Je me sens en bonne santé, mais à cause de mon audition et de ma vue qui baissent, je ne peux plus faire ce qui me passionne: la peinture et la musique. Au quotidien, j'aime jouer, lire et tchater sur la tablette, et je passe du temps avec les animaux. Je me contente de peu. Tant que je n'ai pas de douleurs, tout va bien. Ici, chez ma fille, je suis vraiment bien.»

Katharina Semmler, 85 ans, Aarau

«Je vis avec mon mari Kurt dans la maison de mes parents à Aarau. Le matin, nous profitons du temps passé ensemble à prendre le petit-déjeuner et à lire le journal. J'aime également rester des heures entières dehors, dans le jardin. Auparavant, je faisais beaucoup de jardinage, mais aujourd'hui, je n'en ai souvent plus l'énergie. Il y a aussi beaucoup de



Photo: Martin Bichsel

choses à faire dans notre grande maison, ce qui est parfois très éprouvant pour moi. Mais nos petits-fils nous aident pour les travaux autour de la maison et ma nièce vient faire le ménage une fois par semaine. La maison me maintient en forme; je monte les escaliers plusieurs fois par jour. Même si je préfère mon petit confort, j'accompagne de temps à autre mon mari Kurt lors de ses promenades.

L'après-midi, je prends souvent le bus pour aller en ville et je croise en chemin des voisines et des connaissances. Kurt et moi avons une grande famille: quatre enfants et sept petits-enfants. Mon mari maintient les liens et réunit la famille. Nous accordons une grande valeur au temps passé ensemble. Ainsi, chaque année, nous fêtons Noël avec toute la famille. Kurt s'investit toujours beaucoup et organise des excursions. Nous nous retrouvons avec d'anciennes connaissances de notre groupe de jeunesse, par exemple. De plus, je rencontre régulièrement mes amies de l'époque où je faisais du théâtre et je rends visite chaque semaine à une bonne amie. Une fois par mois, Kurt et moi allons à la Table de midi organisée

à Aarau. Nous y passons un moment agréable avec des membres de la paroisse et savourons un bon repas. Pour une fois, je ne dois pas cuisiner, ce qui me décharge aussi. Le plus important pour nous, ce sont les relations familiales et les bons moments passés en compagnie de personnes qui nous sont chères. Kurt et moi avons un excellent réseau social sur lequel nous reposer. Ma plus grande joie, c'est de vivre avec mon Kurt. Si je devais me souhaiter quelque chose, ce serait d'avoir plus d'énergie pour jardiner et être plus active.»

Elisabeth Studer, 87 ans, Berne

«J'habite depuis treize ans dans un EMS bernois. J'y ai d'abord vécu avec mon mari. Quand nous avons emménagé, il allait déjà très mal et j'avais moi aussi des problèmes de santé. Avant cela, je pouvais m'occuper moi-même de lui, car j'étais infirmière de profession. Depuis son décès, je vis

seule ici. Nous n'avons pas d'enfants; nous nous sommes mariés tard. Mais j'ai des proches et des connaissances qui s'occupent de moi, en plus du personnel. Quand je m'en sens capable et que je ne dois pas rester couchée, j'aime sortir et me promener lentement à travers la ville de Berne, où j'ai passé la plus grande partie de ma vie. J'ai grandi dans une ferme dans l'Emmental. Le matin, je lis un peu et je fais des



Photo: Salomé Zimmermann

mots-croisés, une habitude que je tiens de mon mari. Je m'occupe de moi-même autant que je peux. J'aime que tout soit en ordre et souhaite être aussi autonome que possible. J'ai régulièrement des rendez-vous médicaux car, avec mes problèmes de santé, je dois faire bien attention. Auparavant, j'aimais beaucoup coudre et tricoter, mais je n'ai plus de place pour tout l'équipement nécessaire. L'après-midi, nous avons souvent un bon programme, comme de la gymnastique, des concerts ou des exercices de mémoire; il n'y a donc pas de quoi s'ennuyer. Mais je peux aussi très bien rester seule, sans pour autant me sentir isolée; j'ai aussi besoin de temps pour moi. Ayant grandi dans un milieu chrétien, j'ai une grande foi en une force supérieure. Je me sens soutenue et en sécurité, ce qui me permet de prendre chaque jour comme il vient. Je ne m'inquiète pas trop de mon âge et de mes problèmes de santé. Je contemple avec gratitude ma vie, qui m'a apporté tant de belles choses, notamment les personnes qui sont là pour moi.» ■

«La solitude a un impact négatif sur la santé»

Vivre comme on l'a toujours aimé est de plus en plus difficile avec l'âge avançant. Gabriela de Dardel* est responsable du service pour personnes âgées à Opfikon, une ville à mi-chemin entre Zurich et l'aéroport. Elle connaît les besoins de la population âgée dans des situations de vie très diverses.

Propos recueillis par Elisabeth Seifert (Artiset)

Madame de Dardel, compte tenu de votre fonction, vous connaissez les besoins et les préoccupations des personnes âgées. Comment aimeraient-elles vivre?

Les personnes âgées ne forment pas un groupe homogène. Elles ont chacune des besoins et des intérêts très différents. Pour la plupart, cependant, elles aimeraient demeurer dans leur environnement familier et vivre de façon autonome, qu'elles aient 65 ou 90 ans, qu'elles logent dans un modeste appartement en location ou qu'elles soient propriétaires d'un bien dans un quartier résidentiel prisé.

De quoi ont besoin toutes ces personnes, au-delà des soins, pour continuer à vivre dans leur environnement familier?

La réponse évolue au fil du temps: d'abord, il leur est pénible de descendre la corbeille à linge à la buanderie en l'absence d'ascenseur ou de faire seules les à-fonds de printemps. Par la suite, elles peinent à faire le ménage sans aide. Elles ont des problèmes d'équilibre, craignent de marcher seules dans la rue pour aller faire leurs courses, se rendre chez le coiffeur ou chez le médecin. Elles ont aussi besoin de soutien pour entretenir des contacts sociaux à l'extérieur, par exemple pour aller à une table de midi ou rendre visite à une amie à l'autre bout de la ville.

Observez-vous que des personnes d'un âge avancé sont souvent seules chez elles toute la journée?

Il y a des dames et des messieurs âgés qui, pendant plusieurs jours ou toute une semaine, ne voient pas grand monde hormis les équipes professionnelles de l'aide et des soins à domicile ou du service de livraison des repas. La solitude a un effet négatif sur la santé mentale et physique; c'est →

«Dans les EMS, j'ai remarqué que les offres individuelles, qui tiennent compte des intérêts et des histoires de vie de chacune et chacun, font souvent défaut.»

Gabriela de Dardel

largement démontré aujourd'hui. Je pense qu'il est important de rendre visite à ces personnes, ou de boire un café et faire une promenade avec elles. Mais j'en appelle aussi à la responsabilité individuelle des personnes âgées: il existe toute une série d'offres de différentes organisations. Encore faut-il qu'elles veuillent y participer, et ce n'est pas toujours le cas. C'est une question de personnalité.

Dans quelle mesure parvient-on aujourd'hui à couvrir tous ces besoins afin que ces personnes puissent vivre seules le plus longtemps possible?

Les personnes qui en ont les moyens peuvent en fait couvrir tous leurs besoins, jusqu'à avoir une aide 24 heures sur 24 dans leur propre logement. Mais d'autres ne peuvent pas s'offrir cet accompagnement et cette aide pourtant nécessaires. Dans le canton de Zurich, cela va changer à partir du 1er janvier 2025 pour une partie d'entre elles, car les bénéficiaires de PC se verront rembourser certaines prestations comme l'aide au ménage, la livraison de repas ou encore le service de visite à domicile. Ce sera un grand pas en avant, mais le projet cantonal ne tient pas compte de toutes les personnes dont le revenu est juste supérieur à la limite fixée pour bénéficier des PC. À Opfikon, nous prévoyons de rendre les prestations d'accompagnement abordables pour ces personnes. De plus, il y a toutes les personnes ayant un revenu moyen qui leur permettrait de se payer certaines aides, mais qui évitent souvent de le faire sur la durée par souci d'économie.

Constatez-vous chez les personnes âgées un besoin d'information et de coordination des prestations d'accompagnement?

Ce besoin est bien réel. À Opfikon, nous n'avons pas à nous plaindre, puisque nous avons depuis plus de trente ans un centre d'information pour les questions liées au grand âge. Nous invitons régulièrement les personnes concernées à différentes manifestations lors desquelles elles reçoivent



Gabriela de Dardel, responsable personnes âgées: «Qui a assez de moyens peut couvrir tous ses besoins.» Photo: màd

des informations sur toutes les questions liées à l'âge. De plus, je rends visite à toutes les personnes ayant fêté leur 85e anniversaire, avec leur accord, pour les conseiller individuellement. Il y a quelques années, nous avons introduit un système de gestion des cas pour les personnes âgées sans proches afin de les soutenir dans toutes les questions administratives et personnelles, y compris l'entrée en EMS.

Dans votre fonction de responsable du service des personnes âgées, vous avez aussi une vue d'ensemble des besoins des personnes en EMS: quels sont-ils dans le domaine de l'accompagnement et que fait-on pour y répondre?

Dans nombre d'institutions, les spécialistes en activation organisent des événements collectifs. Néanmoins, les résidentes et résidents n'y participent pas tous. Dans les EMS, j'ai remarqué que

les offres individuelles, qui tiennent compte des intérêts de chacune et chacun et de leur histoire de vie, font souvent défaut. On pourrait par exemple les accompagner faire du shopping ou écouter un concert. De plus, la barrière de la langue complique souvent les relations entre les résidentes et résidents et le personnel. ■

* Gabriela de Dardel, 60 ans, est psychologue spécialiste des adultes d'âge moyen et avancé. Depuis huit ans, elle dirige le bureau 60+ à Opfikon, créé il y a plus de trente ans.

Un répit bénéfique pour tout le monde

La plupart des gens souhaitent vieillir dans leur environnement familier. Mais plus on avance en âge, plus on a besoin de soutien. Cette aide est en général apportée par les proches, qui font alors face à des défis de taille. Comment concilier les besoins des personnes concernées et de leurs proches, et quelles sont les offres de répit existantes?

Kim Böhlen (Service de relève Suisse) et Salomé Zimmermann (Artiset)

En Suisse, 7,6% de la population assume dès l'âge de 16 ans des tâches d'accompagnement et de soins pour des proches. Si ces responsabilités peuvent avoir un impact positif, comme une meilleure estime de soi et l'acquisition de nouvelles aptitudes, elles exposent les proches à un stress croissant. Cela commence par un coup de main occasionnel au quotidien, qui se développe au fil du temps pour devenir une vraie charge physique et mentale. La pression est d'autant plus forte quand les proches doivent concilier l'accompagnement de leur parent et leur activité professionnelle ou leurs autres obligations familiales.

Un relais indispensable pour les proches

Les personnes proches aidantes ont aussi besoin d'être régulièrement déchargées pour préserver leur santé et assumer leurs tâches d'accompagnement à

long terme. Comme le montre l'étude «Wie Entlastung wirkt» (les effets de la relève) réalisée par le Service de relève Suisse et la Fondation Paul Schiller, moins de huit heures de répit par mois ont déjà un impact positif sur le bienêtre émotionnel des proches. Des pauses régulières leur permettent d'entretenir leurs relations sociales, de s'adonner à leurs loisirs et de faire le plein d'énergie. Le risque de tensions familiales diminue dès lors que la responsabilité est moins pesante pour les proches. Elles et ils ont également besoin de ce relayage pour honorer des rendez-vous ou s'acquitter d'obligations du quotidien.

La possibilité de concilier activité lucrative et accompagnement est essentielle dans ce contexte. Pour de nombreux proches, le maintien de l'activité professionnelle est essentiel pour deux raisons: d'abord, d'un point de vue financier, pour s'assurer un revenu et ne

pas réduire sa propre prévoyance vieillesse. Ensuite, l'activité professionnelle ouvre souvent la porte à un réseau social important et constitue un lieu où les contacts se nouent. Outre l'accès aux offres de répit, les employeurs ont donc ici un rôle-clé à jouer en proposant des solutions flexibles aux personnes concernées.

Une offre de répit ne peut être efficace sans relation de confiance. Les proches ont besoin de savoir que leurs êtres chers sont entre de bonnes mains pour pouvoir s'acquitter de leurs propres obligations l'esprit tranquille. Des solutions d'accompagnement de qualité, qui soient fiables et qui s'inscrivent dans la continuité, sont donc nécessaires.

Un accompagnement adapté aux besoins

L'offre de répit profite à la fois aux proches et aux personnes âgées ellesmêmes. D'où l'importance, lors de →



Mère et fille discutent du programme de la semaine. Photo: Service de relève Suisse

la conception des interventions, de tenir compte des besoins des personnes accompagnées. Si ces besoins sont multiples et individuels, le désir d'autodétermination est souvent présent. En dépit de leurs limitations croissantes, les personnes âgées veulent être impliquées dans les décisions concernant leur quotidien et leur accompagnement et pouvoir continuer de se consacrer à leurs loisirs et à leurs centres d'intérêts. Pour la plupart, elles aimeraient vieillir dans leur environnement familier. C'est précisément là qu'intervient l'accompagnement à domicile: des études montrent que cette forme de soutien retarde, voire évite, les entrées en institution. Ainsi, les offres de répit favorisent non seulement l'autonomie des personnes accompagnées, mais soulagent également le système de santé sur le plan des ressources financières et humaines.

La participation sociale joue par ailleurs un rôle important. La perte des

contacts sociaux va souvent de pair avec le vieillissement et peut conduire à la solitude, laquelle nuit fortement au bien-être et à la santé. Un accompagnement libre de toute relation hiérarchique et des activités propices aux échanges sociaux sont donc essentiels pour préserver la qualité de vie des personnes âgées. De plus, elles souhaitent que leurs intérêts personnels soient pris

en considération avec des activités qui font sens pour elles. Les personnes âgées qui bénéficient d'un accompagnement professionnel sont en bien meilleure santé, elles ressentent une amélioration de leur qualité de vie et connaissent une vie quotidienne organisée. Un accompagnement basé sur la confiance profite donc à toutes les parties prenantes, car il encourage la

La pression est d'autant plus forte quand les proches doivent concilier l'accompagnement de leur proche et leur activité professionnelle ou leurs autres obligations familiales. liberté de choix des personnes âgées et les incite à prendre soin d'elles-mêmes. Dans le même temps, leurs proches peuvent exercer une activité lucrative et disposer de temps pour soi.

Entre responsabilités et soin de soi

Malgré la lourde charge qui leur incombe, beaucoup de proches hésitent à solliciter de l'aide à l'extérieur, notamment par gêne ou par peur que ces aides externes ne s'occupent pas aussi bien de leur parent. À cela s'ajoute un sentiment de responsabilité. Mais si les proches réagissent trop tard, cela peut avoir de graves conséquences. Une fois les limites de leur propre résistance dépassées, l'entrée en institution est en général la seule issue. Pour l'éviter, il faut que l'entourage prenne conscience suffisamment tôt de la nécessité de passer momentanément le relais et de s'orienter vers les offres de soutien existantes.

Même si les proches reconnaissent leur besoin de répit, le recours à des aides externes peut être source de conflits, notamment parce que les personnes âgées ne se rendent pas compte qu'elles ont besoin d'aide ou qu'elles considèrent cette aide comme une ingérence dans leur vie privée. La peur d'une mise sous curatelle ou la méfiance envers des personnes étrangères peut se traduire par des réticences. Il faut du tact pour surmonter ces craintes et instaurer une relation de confiance. Seule une étroite collaboration entre les prestataires et les proches peut assurer des transitions douces.

La coordination, un facteur de succès

La collaboration entre les partenaires est une condition indispensable pour que les offres de répit soient efficaces. Les proches, les spécialistes, les prestataires et les bénévoles sont appelés à travailler main dans la main pour développer des solutions durables. Cela passe par un réseau stable, qui tient compte des besoins individuels, qui prend soin des personnes âgées et qui soulage et accompagne les proches en toute confiance.

Les organisations de personnes concernées apportent elles aussi un soutien indéniable et offrent la possibilité d'échanger avec d'autres proches. Ces associations disposent d'un réseau solide, notamment en Suisse romande. L'Association de proches aidantes et aidants du canton de Vaud en est un excellent exemple. Elle propose différentes prestations comme des rencontres, des formations et une ligne téléphonique.

Le développement de coopérations entre institutions permet d'attirer l'attention de la société sur les besoins des proches et d'améliorer leur situation. La Communauté d'intérêts Proches aidants est la première association nationale à s'engager au niveau politique en faveur des revendications des proches. Une initiative similaire a vu le jour dans le canton d'Argovie, où une communauté d'intérêts réunit les principales organisations de soutien du canton. Aux côtés du service cantonal dédié aux personnes âgées et à la famille, elle œuvre à l'amélioration de la mise en réseau et de la coordination des offres, notamment en développant un module d'e-learning qui informe sur les offres des organisations et leur rôle dans la chaîne de soins.

LES OFFRES DE RÉPIT

La recherche d'offres de répit adaptées est compliquée, car elles diffèrent selon le canton ou la commune. La liste ci-dessous peut aider, sans toutefois prétendre à l'exhaustivité. Il vaut la peine de s'informer sur les offres régionales auprès des services cantonaux ou communaux.

Points info cantonaux ou communaux

Nombre de cantons et de communes proposent une vue d'ensemble des offres de soutien disponibles dans la région. Vous en trouverez ici la liste complète: www.weplus.care/fr-ch/points-info.

Service de relève Suisse

L'organisation à but non lucratif propose des solutions d'accompagnement individuelles, quel que soit l'âge. Les interventions régulières avec des accompagnantes et accompagnants habituels soulagent les proches.

Croix-Rouge suisse

Les services de relève de la CRS soutiennent les proches de personnes ayant besoin d'aide ou de soins ainsi que de personnes avec des troubles cognitifs. Dans certaines régions, la CRS propose aussi des centres avec des foyers de jour.

Pro Senectute

Pro Senectute propose diverses aides à domicile, telles que les services de transport, d'accompagnement et de repas ou les aides pour le ménage ou les tâches administratives. Des coachings spécifiques sont proposés aux proches.

Alzheimer Suisse

Alzheimer Suisse organise des offres de répit, des services de visite ou des promenades accompagnées dans plusieurs régions. Pour les proches de personnes avec des troubles cognitifs, le Téléphone Alzheimer donne en outre des conseils et des informations sur les offres de répit partout en Suisse.

Aide et soins à domicile

Plusieurs organisations d'aide et de soins à domicilie proposent dans leur région des interventions d'accompagnement et des solutions de répit pour les proches, en plus des prestations de soins.



Les référentes sociales renforcent le vivre ensemble

Les référentes sociales de l'Association Althys jouent un rôle-clé dans le bon fonctionnement des logements adaptés avec accompagnement, comme en témoigne la résidence Oassis à Crissier, dans le canton de Vaud. Plus qu'une simple présence sur le terrain, elles sont le pilier du lien social et de l'accompagnement quotidien des locataires, souvent âgés.

Anne Vallelian (Artiset)

odernes, llumineux et fonctionnels, les lieux inspirent la quiétude et la sécurité. L'Association Althys, gère des logements pensés pour le bien-être et la mobilité des seniors et des personnes ayant besoin de soutien. Deux grandes salles communes avec des équipements de loisirs sont à disposition des locataires, donnant sur une cour intérieure arborée. Les locataires bénéficient également de nombreux services à proximité, comme une maison de santé et des commerces. Dans une des salles communes, un groupe d'une douzaine de locataires participe à une séance de gymnastique, animée avec enthousiasme par l'une des référentes sociales, qui clôt la leçon par un petit jogging en extérieur. Les locataires peuvent librement participer aux activités quotidiennes, sans obligation d'inscription. Althys gère une trentaine de résidences avec plus de 1500 locataires, principalement dans le canton de Vaud mais aussi à Neuchâtel et Fribourg.

Les logements adaptés avec accompagnement (LADA) sont des appartements indépendants formellement reconnus par la Direction générale de la cohésion sociale du canton de Vaud

Les locataires de la résidence Oassis à Crisser, font régulièrement des balades, accompagnés d'une référente sociale.

Photo: Darin Vanselow

(DGCS) grâce à une convention. Ils sont conçus pour permettre aux seniors ou personnes en situation de handicap de vivre à domicile le plus longtemps possible. L'accessibilité des lieux, la sécurité des locataires, des systèmes d'alarme et d'appel à l'aide, un loyer abordable ou encore la mise à disposition d'espaces communautaires pour favoriser le lien social sont autant de prestations médico-sociales dispensées dans ce type de logement. «Toute personne à l'AVS ou à l'AI peut en bénéficier, précise Myriam Tellenbach, responsable opérationnelle Althys. Les locataires qui rentrent en appartement adapté avec accompagnement doivent être indépendants. C'est un critère primordial car aucune présence n'est assurée la nuit ou le weekend.»

Une profession en plein essor

La résidence Oassis s'appuie sur deux référentes sociales et un apprenti pour accompagner ses locataires dans un environnement où l'autonomie est essentielle. L'équipe assure un suivi personnalisé, organise des activités communautaires et apporte un soutien précieux face aux défis posés par les nouveaux outils numériques. «C'est un métier en plein développement, explique Myriam Tellenbach. Si la formation initiale peut être celle d'assistant socio-éducatif, elle n'est pas exclusive: nous accueillons des profils variés titulaires d'un diplôme HES, ES et même de masters en sociologie.»

Valérie Hugentobler, professeure à la Haute école de travail social et de la santé de Lausanne (HETSL), confirme que les référentes sociales incarnent une nouvelle figure professionnelle dans l'accompagnement des seniors. C'est un métier majoritairement exercé par des femmes.

Depuis plusieurs années, la chercheuse s'intéresse aux questions en lien avec l'habitat et le vieillissement et travaille actuellement sur un projet de recherche financé par le Fonds

En plus des soirées à thème une fois par mois, les référentes sociales proposent des animations liées au maintien à domicile, comme des exercices de mémoire, de motricité et de prévention. De même, elles encouragent le contact extérieur en organisant des activités avec le quartier.

national suisse (FNS). Son équipe a recensé divers établissements dans lesquels ces professionnelles sont à l'œuvre et a en effet observé des parcours très divers. «Il n'y a pas encore de formation spécifique, ce n'est pas un métier labellisé, confirme la professeure de la HETSL. Nous avons néanmoins remarqué que, dans 80 % des cas, ces personnes ont une expérience professionnelle en lien avec les personnes âgées en ayant travaillé soit dans des établissements médico-sociaux soit dans des organisations d'aide et de soins à domicile. Il existe toutefois des variations cantonales et selon le type d'employeur.»

Des activités pour tout le quartier

Bien qu'il n'existe pas encore de formation type, Valérie Hugentobler souligne que ces métiers exigent des compétences variées, un avis partagé par Myriam Tellenbach: «Une grande capacité d'organisation et une ouverture d'esprit sont nécessaires.» Le rôle de la référente sociale est multiple: elle doit en premier lieu avoir une vision systémique de son immeuble et être attentive à la présence ou l'absence des locataires. En plus de mettre en place des soirées à thèmes une fois par mois, elle propose des animations liées au maintien à domicile comme des exercices de mémoire, de motricité et de prévention. Les référentes sociales encouragent de même le

contact extérieur en organisant des activités avec le quartier comme des tournois de pétanque, des matchs aux cartes ou une brocante annuelle. Comme les inscriptions se font souvent par QR codes, les référentes sociales assistent les locataires dans l'usage des outils numériques.

La référente sociale joue également un rôle essentiel lors de l'arrivée des locataires. Au moment de l'emménagement, un entretien permet de définir les besoins, les activités souhaitées et les modalités de contact. La référente peut-elle venir dans le logement? Ou, est-il préférable qu'elle appelle? «Nous ne sommes pas dans le contrôle. C'est au locataire de décider ce qu'il souhaite», détaille la responsable opérationnelle. «Chaque mois, la référente redéfinit les besoins des locataires et ajuste la situation si nécessaire.» C'est également au moment de l'entretien d'accueil que la question sécuritaire est abordée, par exemple en cas de chute. Un système d'appel d'urgence permet aux référentes, si elles sont présentes, d'intervenir avant d'appeler les proches ou la centrale d'urgence. Les logements adaptés avec accompagnement permettent des suivis très réactifs, notamment quand un locataire rentre de l'hôpital. «Il peut avoir son appareil d'urgence dans la journée et la référente sociale aura un point d'attention particulier. Selon le système d'urgence choisi lors de l'entretien d'accueil, une boîte à clé est installée afin de permettre toutes les interventions au domicile.»

Bien que les locataires jouissent d'une grande autonomie, cette indépendance ne signifie pas que les référentes sociales sont exemptes de défis. Elles doivent parfois appliquer des mesures de premiers secours en santé mentale. Et elles ne sont pas toujours formées pour aborder certaines situations délicates, comme les questions d'hygiène de certains locataires. Pour y faire face, des espaces de rencontre sont organisés chaque mois, permettant aux référentes d'échanger sur les problématiques qu'elles rencontrent. «Nous sommes très orientées solutions», souligne Myriam Tellenbach. En parallèle, le canton de Vaud propose des formations spécifiques, faisant de lui une région pionnière dans ce domaine. «Ces réunions, organisées deux fois par an, sont précieuses pour ces professionnelles, souvent seules dans leur fonction», ajoute Valérie Hugentobler.

Alors que le métier de référente sociale se développe dans des structures telles que les logements adaptés avec accompagnement, il apparaît comme une profession en plein devenir. Les recherches menées par l'équipe de Valérie Hugentobler mettent en lumière la diversité des parcours et des pratiques, et ouvrent la voie à une réflexion sur la création d'une formation spécifique. Dans un contexte où le vieillissement de la population et l'autonomie des seniors deviennent des enjeux majeurs, ce métier pourrait bien s'inscrire durablement dans le paysage des services d'accompagnement, nécessitant une structuration et une professionnalisation accrues.

Donner un sens à la vie quotidienne

Au cours des trois dernières années, le village reculé de Monte, dans la vallée de Muggio, au Tessin, est devenu un lieu de rencontre. Les personnes âgées y jouent un rôle central: elles aident les jeunes visiteuses et visiteurs à établir un lien avec l'histoire. Ce faisant, elles donnent un sens à leur quotidien.

Elisabeth Seifert (Artiset)

Muggio et Onsernone sont deux vallées idylliques et isolées du Tessin. Alors que les jeunes s'en vont pour rejoindre les centres urbains, de nombreuses personnes âgées restent dans la région où elles ont vécu toute leur vie et à laquelle leur identité et leur histoire sont étroitement liées. Mais il ne faut pas croire qu'elles vivent seules et oubliées, à l'écart de la société. À Monte, un hameau d'une centaine d'âmes dans la vallée de Muggio, les personnes âgées sont elles aussi en contact avec le monde extérieur, avec des gens qui viennent non seulement des communes voisines, mais aussi de Mendrisio et d'autres villes tessinoises. Il y a même des visiteuses et visiteurs de régions plus éloignées de la Suisse.

Monte s'est fait un nom au cours de ces trois dernières années en devenant un modèle à l'échelle nationale. Dieter Schürch y a largement contribué en initiant un processus de développement avec son Laboratorio di Ingegneria dello Sviluppo Schürch (Liss). «Nous voulons promouvoir le bienêtre et la qualité de vie des gens et des communautés», déclare-t-il. Les personnes âgées, «qui sont de plus en plus nombreuses dans notre société parce qu'elles vivent plus longtemps», jouent un rôle essentiel à cet égard. Il est donc d'autant plus urgent de «réfléchir à leur rôle au sein de la société». Sa réponse: «Dans un monde où tout s'accélère, elles peuvent aider les jeunes à faire une pause et à établir un lien avec l'histoire.»

Les personnes âgées parlent d'antan

Les personnes âgées doivent être intégrées dans le développement social au profit de toute la communauté, telle est la conviction et la vision de Dieter Schürch. «Le fait de pouvoir encore effectuer des tâches importantes en dépit de leur âge avancé leur permet de donner un sens à leur quotidien.»

À Monte, on s'approche de cette vision: des familles ou des personnes seules s'y rendent en excursion pour apprendre de la population âgée des histoires sur la vie d'antan, participer avec elles à des fêtes traditionnelles, chercher de vieilles recettes dans le magasin du village ou encore plonger dans le passé de ce lieu.

Tout a commencé par un projet de recherche du Laboratorio Liss, réalisé sur mandat de plusieurs communes tessinoises des vallées de Muggio et d'Onsernone et du Conseil suisse des aînés. Par une enquête à grande échelle, Dieter Schürch et son équipe ont essayé de trouver comment améliorer la vie des personnes âgées dans les régions périphériques. Il en est ressorti une série de recommandations quant à des mesures sociales, techniques et architecturales. La commune de Castel San Pietro, dont Monte fait partie, a décidé de mettre en œuvre ces mesures.



Le village tessinois de Monte, dans la vallée de Muggio, est un lieu de rencontre entre les générations: ici, une personne âgée et des enfants jouent ensemble. Photo: Marcello Merletto

Tenir compte de l'expérience et des besoins

Toutes ces mesures tiennent compte des connaissances, des expériences et des besoins des personnes âgées vivant à Monte. Dans le magasin du village, un petit café invite désormais à s'assoir et à prendre le temps de bavarder. Des bancs installés dans tout le village favorisent également les rencontres et les échanges. Dans les ruelles étroites et escarpées, des mains-courantes en bois, dans lesquelles ont été intégrés des circuits à billes, permettent aux habitantes et habitants d'assurer leurs pas et encouagent les enfants à jouer.

Par ailleurs, les souvenirs des personnes âgées ont inspiré des interventions architecturales et des panneaux d'information sur les sites et bâtiments historiques, mettant en lumière le passé du village. La population âgée aide aussi à faire revivre d'anciennes coutumes et s'implique dans la recherche d'idées visant à rendre le village de Monte plus attractif pour les visiteuses et visiteurs.

Des bénévoles apportent leur soutien

Pour encourager la participation des personnes âgées à la vie sociale et leur permettre d'avoir un quotidien riche de sens, l'équipe de Dieter Schürch forme des bénévoles. Il s'agit de femmes et d'hommes d'âges différents qui habitent dans la région et qui en connaissent bien les spécificités. Les personnes âgées de Monte et de toute la vallée de Muggio bénéficient de leur engagement.

«Elles ont besoin non seulement de soins, souligne Dieter Schürch, mais aussi de quelqu'un qui les écoute et passe du temps avec elles, le but étant toujours de rester en contact avec leur environnement.» Pour assurer cet accompagnement psychosocial, les bénévoles suivent un cours de cinquante heures. Ensuite, elles et ils sont accompagnés lors de leurs visites pendant un an. L'engagement des bénévoles est coordonné depuis quelques années par l'organisation régionale responsable des soins à domicile. «Il s'agit à présent de déterminer quels sont les besoins psychosociaux des personnes âgées», indique Dieter Schürch. Les bénévoles apportent aussi un soutien pratique, par exemple pour le jardinage ou en cas de problèmes avec les nouvelles technologies.

Actuellement, une vingtaine de bénévoles s'engagent ainsi dans toute la vallée de Muggio. Mais il en faudrait davantage. «La formation et l'accompagnement des bénévoles a cependant un certain coût», reconnaît Dieter Schürch. Il estime que l'accompagnement psychosocial des personnes âgées n'est plus uniquement une nécessité dans les vallées isolées, mais aussi et surtout dans les quartiers des villes,

où la solitude est souvent un grand problème.

L'exemple de Monte et l'accompagnement psychosocial assuré par des bénévoles fait école dans d'autres régions périphériques de Suisse, comme dans les vallées uranaises d'Isenthal et de Silenental ou dans le val Calanca, aux Grisons. «Dans le val Calanca, quatre communes se sont regroupées pour réaliser un tel projet», se réjouit Dieter Schürch. En outre, elles ont associé dès le début du processus toutes les organisations du domaine de la santé. Il ne s'agit toutefois pas de simplement copier le modèle de Monte: les spécificités locales doivent toujours être prises en compte. «Les projets doivent cependant être développés selon une vision qui intègre les personnes âgées et leur permet de trouver un sens à leur quotidien.»

Coordonner la conception de l'habitat seniors

Avec son modèle «Vieillir dans le quartier», l'organisation Thurvita, à Wil dans le canton de Saint-Gall, veille à ce que les personnes âgées puissent vivre chez elles jusqu'à la fin de leur vie. Pour ce faire, elle propose une vaste offre d'accompagnement, une antenne de proximité du service d'aide et de soins à domicile, des responsables de quartier et un système de financement qui se joue des frontières entre ambulatoire et stationnaire.

Kathrin Morf (Aide et soins à domicile Suisse)

En concevant son modèle «Vieillir dans le quartier», la société Thurvita a souhaité répondre au désir de nombreuses personnes: rester chez soi jusqu'à la fin de sa vie. «C'est aussi ce qui guide notre action: 'Chez soi - pour toute la vie'», déclare Esther Indermaur, responsable des prestations ambulatoires et membre de la direction de Thurvita, une société d'utilité publique appartenant aux communes de Wil, Niederhelfenschwil, Rickenbach et Wilen dans les cantons de Saint-Gall et de Thurgovie. L'organisation se joue des frontières entre les prestataires, puisqu'elle exploite quatre EMS, des offres de soins de transition, et un service d'aide et de soins à domicile. S'ajoute une offre intermédiaire «Vieillir dans le quartier», laquelle repose sur cinq éléments.

Élément I: une infrastructure pour le logement autonome

Les appartements pour les personnes seules ou les couples se composent de 2 à 3,5 pièces. Ils sont entièrement sans obstacles et respectent les exigences relatives aux bâtiments adaptés aux personnes âgées. «De plus, les locataires disposent d'un bouton d'appel et d'un bracelet d'alarme. Ce système est modulable à volonté, par exemple avec des détecteurs de mouvement et de chute», explique Esther Indermaur.

Thurvita teste actuellement son offre «Vieillir dans le quartier» dans 28 appartements de la coopérative d'habitation «Genossenschaft für Alterswohnungen», à Wil. Le modèle, avec ses cinq éléments, ne prendra véritablement forme qu'une fois terminés les 32

appartements spécialement conçus à cet effet sur le site «Quartierzentrum City». Ce centre en construction se trouve à côté de la gare de Wil et devrait ouvrir en avril 2026. D'ici le printemps 2027, 32 appartements supplémentaires selon le concept «Vieillir dans le quartier» seront aménagés dans le centre pour personnes âgées «Sonnenhof» de Thurvita, à Wil.

Élément II: une antenne de l'aide et des soins à domicile

Une antenne de l'organisation Thurvita Spitex est installée dans le même bâtiment que les appartements de l'offre «Vieillir dans le quartier» et une présence y est assurée en permanence. Le «Quartierzentrum City» accueille aussi une structure de jour et un

restaurant Thurvita. De plus, les résidentes et résidents peuvent se rendre à la gare en gardant les pieds au sec. «Le fait que nos centres de quartier soient au cœur de la vie est tout aussi important pour l'autonomie des personnes âgées qu'une offre globale d'accompagnement», déclare Esther Indermaur.

Élément III: une offre globale d'accompagnement

«En tant qu'organisation multidimensionnelle, nous pouvons proposer moult services à nos locataires, parmi lesquels de nombreuses prestations d'accompagnement comme la participation aux tâches ménagères, un service de repas, une aide administrative, des tables de midi et un large éventail d'animations et d'événements», indique Esther Indermaur. De plus, les 120 bénévoles de l'association de sourapie et mise sur une étroite collaboration avec les partenaires externes, tels que les médecins de famille, les communes et Pro Senectute pour assurer une bonne prise en soin. «Enfin, nous considérons les résidentes et résidents comme partie intégrante d'un réseau social et impliquons étroitement leurs proches, amis et connaissances dans l'accompagnement.»

Élément IV: les responsables de quartier

Une ou un soignant responsable de quartier accompagne les résidentes et résidents. «La personne responsable du quartier se tient à la disposition des personnes en cas de question ou de préoccupation et les aide à structurer leur quotidien. Elle organise aussi des événements, comme une rencontre des locataires, ou les aide à le faire», ex-

«Le fait que nos centres de quartier soient au cœur de la vie est tout aussi important pour l'autonomie des personnes âgées qu'une offre d'accompagnement globale.»

Esther Indermaur. membre de la direction de Thurvita

tien Spitex Förderverein Thurvita contribuent largement au divertissement et à la joie dans le quotidien des locataires.

«Nous couvrons également les soins somatiques, psychiatriques et palliatifs par le biais du service de soins à domicile», ajoute-t-elle. Ce service intervient aussi la nuit et peut se rendre auprès de la personne en moins de 15 minutes, grâce à une permanence 24 heures sur 24. Thurvita propose encore des prestations de physiothérapie et d'ergothéplique Esther Indermaur. «La fonction sociale et la coordination assumées par les responsables de quartier gagnent en importance, notamment au vu de la complexité croissante du système de santé et de l'isolement au sein de la société.»

Sandra Künzli, cheffe de l'équipe soignante, est actuellement responsable de quartier pour les appartements de la coopérative d'habitation senschaft für Alterswohnungen». «Je réponds aux questions concernant les

prestations d'accompagnement et leur financement, j'organise les rendez-vous chez le coiffeur ou la pédicure, j'aide à trouver un médecin de famille ou j'envoie des invitations aux événements», explique-t-elle. Elle reçoit aussi souvent des appels de proches qui ne parviennent pas à joindre leurs parents. Sandra Künzli connaît bien les locataires et va spontanément à leur rencontre. Un jour, le service comptabilité l'a informée qu'un client ne payait pas ses factures dans les délais. «Je suis allée le voir et j'ai constaté que l'appartement était jonché de linge et de journaux et sentait le renfermé», raconte-telle. «Après plusieurs discussions, j'ai pu le convaincre de faire appel à l'aide au ménage et au soutien psychosocial du service d'aide et de soins à domi-

Élément V: la facturation stationnaire et ambulatoire

Le financement des prestations d'accompagnement de l'offre «Vieillir dans le quartier» est complexe: certaines prestations, comme les prestations de coordination dans le cadre de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS), sont prises en charge par l'assurance obligatoire des soins (AOS), alors que d'autres sont payées de la poche des locataires. Par ailleurs, les communes subventionnent les prestations d'aide au ménage du service d'aide et de soins à domicile et une fondation privée soutient les bénéficiaires de prestations complémentaires (PC) en finançant d'autres prestations d'accompagnement. Le financement spécifique de l'offre «Vieillir dans le quartier» a toutefois une particularité: pour les appartements adaptés, Thurvita facture tantôt en ambulatoire, tantôt en stationnaire. «Actuellement, dès qu'une personne a besoin de nombreuses prestations d'accompagnement ou que ses soins ne peuvent plus être planifiés, elle doit généralement entrer en EMS», déclare Esther Indermaur. Grâce aux éléments du modèle «Vieillir dans le quartier», les appartements pour personnes âgées qui en font partie répondent désormais aux exigences du



Le service de repas fait partie d'une large palette d'offres d'aide et d'accompagnement de la société Thurvita, à Wil (SG). Photo: Thurvita AG

canton de Saint-Gall pour les EMS. «Ainsi, nous pouvons faire d'un appartement un 'EMS virtuel' et facturer en stationnaire», explique-t-elle. «C'est une démarche pertinente car, dans la taxe journalière, le financement du stationnaire inclut les prestations d'accompagnement.»

À l'heure actuelle, la facturation pour des soins stationnaires concerne quatre des 28 appartements adaptés dans lesquels Thurvita teste son modèle «Vieillir dans le quartier». «Pour les organismes payeurs, tant que toutes les conditions et exigences relatives aux EMS sont réunies, il importe peu que les personnes facturées en stationnaire vivent dans une institution conventionnelle ou dans leur appartement. Ils nous y encouragent même, car notre offre permet d'éviter l'entrée en EMS de personnes qui n'ont pas besoin de tant de soins.» Grâce à ce modèle, les personnes âgées ne sont donc pas obligées de quitter leur logement adapté, même avec un degré de soins élevé. L'offre a toutefois ses limites: «Les troubles cognitifs sévères, comme les cas de démence avancée, constituent un critère d'exclusion, car ils rendent impossible les concertations nécessaires et mettent en danger la sécurité des locataires.»

Une offre appelée à s'élargir

Le nombre d'appartements du modèle «Vieillir dans le quartier» étant limité, seules les personnes qui ont vraiment besoin de l'offre complète d'accompagnement peuvent y emménager. Peu importe qu'elles disposent de ressources financières modestes, rassure Esther Indermaur. Grâce au généreux soutien d'une fondation privée, Thurvita peut attribuer une partie des logements à des bénéficiaires de PC. Esther Indermaur est convaincue que la forte demande pour des formes d'habitat autonome avec un accompagnement global va continuer d'augmenter. En atteste

d'ailleurs la liste d'attente des personnes intéressées par les appartements adaptés, longue de 158 noms. «Nous sommes déjà en train d'étudier d'autres sites», déclare-t-elle.

À l'avenir, de plus en plus de responsables de quartier seront donc en charge de l'accompagnement global des personnes âgées - et cet accompagnement comprendra parfois des tâches qui sortent de l'ordinaire. «Il m'est arrivé d'aider la fille d'un locataire, qui vit à l'étranger, à organiser un anniversaire surprise avec tous les enfants et petits-enfants venus de différents pays», raconte Sandra Künzli. «Personne n'a vendu la mèche, la joie du locataire était immense.»

Infos sur le modèle Thurvita (en allemand)



Des communes affrontent ensemble les problèmes

Dans le district fribourgeois de la Singine, les personnes âgées doivent pouvoir vivre le plus longtemps possible de manière autonome, avec dignité et qualité, à domicile ou dans un logement adapté en institution. Telle est la vision du Concept vieillesse élaboré en 2018. Le Réseau de santé de la Singine a mis en œuvre les premières mesures avec les quinze communes du district.

Christian Bernhart (Artiset), texte et photo

«Il est important de réfléchir suffisamment tôt à ce que l'on souhaite pour ses vieux jours, de se faire conseiller à ce sujet et de demander de l'aide. En fin de compte, c'est notre but à toutes et à tous de pouvoir vieillir dans la dignité», affirme Nathalie Wyss, infirmière. C'est la conclusion qu'elle tire des échanges et des contacts qu'elle entretient avec les personnes âgées et leurs proches dans le cadre de ses activités au centre de coordination du Réseau de santé de la Singine («Gesundheitsnetz Sense»), à Tavel.

Elle occupe un poste-clé, qui aide les quinze communes à mettre en œuvre le concept «Vieillir dans le district de la Singine». Sa recommandation est un signe que le concept commence déjà à déployer ses effets, même si la population tend plutôt à reporter à plus tard les questions liées à l'âge, ses limites et ses possibilités, souvent jusqu'au moment où la seule option est un placement en EMS, parfois même en urgence.

L'objectif stratégique du Concept vieillesse est d'inverser la tendance. Se basant sur le projet Senior+ du canton de Fribourg, le Réseau de santé de la Singine a développé des mesures correspondantes dans le cadre du programme Socius

de la fondation Age-Stiftung. Parmi ces mesures figurent celles que le canton avait adoptées en 2016 dans le cadre de la loi relative au projet Senior+, notamment le centre de coordination et les mesures sociales des communes.

Trouver des solutions alternatives

Le Concept vieillesse repose sur des exigences éthiques élevées, selon lesquelles les seniors peuvent mener une vie autonome, digne et de qualité. Dans cette perspective, les communes sont invitées à développer aussi des logements adaptés en institution.

Outre l'exigence éthique, la stratégie tient également compte du manque de places en EMS et de la pénurie de personnel soignant, une tendance qui va s'aggraver en raison du vieillissement croissant de la population. Nathalie Wyss est confrontée aujourd'hui déjà à cette problématique dans le cadre des consultations au centre de coordination du Réseau de santé: «En raison du manque de places en EMS, nous devons d'abord épuiser toutes les autres possibilités. Nous renvoyons donc vers les prestations proposées par des organisations comme Pro Senectute. Grâce à nos conseils, de



Un groupe de retraitées et retraités de la petite commune de Tinterin se retrouve tous les lundis à 9 heures pour une balade d'une heure dans la campagne environnante, guidé par un ancien enseignant de l'école primaire.

nombreuses personnes âgées cherchent et trouvent d'autres solutions avant une entrée en EMS, ce dont elles sont reconnaissantes.»

Des forums seniors sur les aspects sociaux

Pour déployer le Concept vieillesse, le Réseau de santé de la Singine œuvre à plusieurs niveaux, comme l'explique sa directrice, Christine Meuwly: «Notre mission est de gérer un centre de coordination pour la population du district et de planifier les soins de longue durée et les services d'aide et de soins à domicile.»

En concertation avec les communes, le Réseau de santé coordonne d'autres questions qui se posent du côté du canton ou dans le cadre du programme Socius. «Nous regardons quelles sont les mesures dont nous pouvons nous occuper et quelles sont celles que les communes peuvent mettre en œuvre», explique la directrice, avant d'ajouter: «Pour cela, nous organisons avec les communes des forums consacrés aux cinq thèmes prioritaires du programme Socius de la fondation Age-Stiftung: l'habitat, les aspects sociaux, l'organisation des loisirs, les soins et l'accompagnement. Notre rôle est aussi d'examiner les thèmes qui peuvent faire l'objet d'une collaboration entre les communes.»

Depuis 2023, le Réseau de santé a organisé deux forums sur des thèmes liés à la

vieillesse. Selon Christine Meuwly, l'idée serait d'organiser ces forums deux fois par an: «Ils sont très appréciés en raison des contacts avec les spécialistes et des discussions sur la façon dont les communes peuvent aborder ensemble les problèmes.» Afin que les quinze communes puissent développer le Concept vieillesse selon leurs besoins spécifiques, la Haute école de santé Fribourg a mené une enquête détaillée en 2019 et 2020, sur mandat du Réseau de santé et sous la direction de la psychologue Sandrine Pihet, auprès des personnes de plus de 55 ans dans toutes les communes.

«Nous organisons avec les communes des forums consacrés aux cinq thèmes prioritaires: l'habitat, les aspects sociaux, l'organisation des loisirs, les soins et l'accompagnement. Notre rôle est aussi d'examiner les thèmes qui peuvent faire l'objet d'une collaboration entre les communes.»

Christine Meuwly, directrice du Réseau de santé de la Singine

La gestion de l'EMS bien en main•

AbaCare - Le logiciel pour les homes et institutions sociales



Vos avantages avec AbaCare

AbaCare vous permet de saisir et de gérer efficacement toutes les données de base par client. Différents types d'événements liés aux résidents, tels que l'admission, le changement de chambre ou le séjour à l'hôpital, sont clairement enregistrés sous forme numérique et servent de base pour le calcul mensuel des réservations des résidents. Les prestations par client sont automatiquement générées pour la facturation - le tout intégré dans un seul système.



Plus d'informations sur : abacus.ch/abacare







Visites au domicile des personnes âgées

Un autre domaine dans lequel le centre de coordination intervient concerne la gestion de l'indemnité forfaitaire que le canton de Fribourg verse depuis 1990 déjà aux proches apportant une aide régulière à une personne âgée afin qu'elle puisse rester chez elle. En 2018, cette indemnité a été inscrite dans une nouvelle loi, et l'évaluation des demandes confiée au centre de coordination.

Nathalie Wyss et deux autres collaboratrices se rendent ainsi chez les personnes accompagnées dont les proches ont déposé une demande d'indemnité. Elles évaluent avec eux l'étendue du soutien apporté. En fonction de la charge de travail, la somme peut atteindre trente-cinq francs par jour. Ce montant est avant tout un signe de reconnaissance, explique l'infirmière.

Ces discussions permettent aux professionnelles du centre de coordination d'évaluer correctement la situation des personnes âgées et de les renseigner sur diverses prestations des communes et du district, comme le service de repas, l'aide et les soins à domicile ou les foyers de jour. «Ces entretiens sont préventifs et très utiles car nous pouvons ainsi également soulager les proches avant qu'ils n'atteignent leurs limites», estime Christine Meuwly. Afin de maintenir le contact et de refaire le point sur la situation, Nathalie Wyss et ses collègues renouvellent ces visites à domicile au moins une fois par an.

Concevoir des offres selon les besoins

Depuis mars 2019, le centre de coordination et les quinze communes œuvrent sans relâche au développement de services répondant aux exigences élevées d'une vie autonome et digne pour les personnes âgées dans le district de la Singine. La solitude et la démence sont deux thèmes importants liés au vieillissement de la population. Selon Christine Meuwly, le soutien qu'il est possible d'apporter dans ces domaines n'en est qu'à ses débuts. Il faut avant tout trouver des mesures efficaces. «Nous réfléchissons à la façon de mieux toucher les personnes âgées isolées», indique-t-elle. En effet, «celles qui nous contactent ont déjà fait le premier pas pour sortir de leur solitude, mais de nombreuses autres personnes rejettent les propositions que nous leur soumettons».

Pour mieux accompagner à domicile les personnes seules et isolées, le Réseau de santé entend lancer prochainement un projet de logements avec services. «Nous sommes en contact avec le canton afin d'introduire une formation de conciergerie sociale qualifiante pour l'accompagnement des personnes âgées», ajoute la directrice à ce propos.

En soi, les offres et les activités qui favorisent la participation sociale des personnes âgées ne manquent pas dans le district, comme l'illustre un dépliant détaillé publié par les communes de Guin et de Wünnewil-Flamatt. Les cinq pages A4 contenant quelque septante adresses, dont diverses organisations du domaine des personnes âgées, ont toutefois un effet dissuasif, reconnaît Christa Schönenberger, assistante sociale en travail communautaire à Guin. Un site Internet

«Nous réfléchissons à la façon de mieux toucher les personnes âgées isolées. Celles qui nous contactent ont déjà fait le premier pas pour sortir de leur solitude. Mais de nombreuses autres personnes rejettent les propositions que nous leur soumettons.»

> Christine Meuwly, Réseau de santé de la Singine

adéquat doit à présent permettre d'orienter progressivement les personnes vers la bonne offre. Par ailleurs, un atelier organisé avec l'Association des retraités sous le titre «Ensemble pour l'avenir» a pour but d'aider à développer les offres en fonction des besoins, souligne Christine Meuwly.

C'est dans cette voie que s'engage la petite commune de Tinterin, soutenue par Pro Senectute. Depuis un an, un homme d'un certain âge participe à l'enseignement des travaux manuels à l'école. «Il peut apporter ses idées, ce qui le rend heureux, de même que les élèves», déclare Irène Monika Reidy, présidente de la commune de Tinterin. De plus, un enseignant à la retraite accompagne tous les lundis matin un groupe de personnes âgées pour une promenade aux alentours du village. L'idée de ces activités est née il y a quelques années lors d'un repas organisé par la commune pour les personnes âgées. Un Concept vieillesse a vu le jour en 2021 et comprend de nombreuses offres facilement accessibles, comme la solidarité du voisinage pour les courses ou le ramassage des feuilles mortes en automne. Les scouts de Jungwacht Blauring effectuent ces tâches à titre bénévole. Par ailleurs, les personnes âgées sont explicitement encouragées à utiliser l'application WhatsApp de la commune. «Nous les aidons à configurer l'application, ce que beaucoup d'entre elles acceptent volontiers», se réjouit Irène Monika Reidy. Si une personne n'a pas de smartphone, elle reçoit alors des courriels l'informant des activités de la commune. Enfin, «il y a toujours la possibilité de me contacter directement».

Comment les organisations de personnes âgées encouragent l'accompagnement coordonné

Du point de vue des associations et organisations, qu'est-ce qui importe pour un bon accompagnement des personnes âgées? Que font-elles déjà et que prévoient-elles ces prochaines années pour assurer un accompagnement coordonné et adapté aux besoins? Nous avons posé ces questions aux présidentes et présidents des organisations qui ont participé à cette édition spéciale.

Organisation: Alexander Widmer (Pro Senectute Suisse)

Favoriser l'intégration des métiers du social

«Avec son offre d'EMS, Senesuisse a toujours été active dans l'accompagnement des personnes ayant besoin de soins. La qualité de vie dans les EMS est bien meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques décennies. Malheureusement, les fonds prévus dans le cadre des PC pour l'accompagnement dans les EMS ne permettent pas d'offrir la prise en soin professionnelle souhaitée. Par ailleurs, Senesuisse s'en-



Pirmin Bischof, président de

gage depuis longtemps pour que les logements adaptés soient aussi financés via les PC. Nous nous employons à proposer une offre optimale de prestations ambulatoires, stationnaires et intermédiaires. La formation du personnel spécialisé est aussi cruciale. Nous estimons qu'il est enrichissant d'intégrer les métiers du social pour lutter contre la pénurie de personnel soignant.»

L'accompagnement, la clé d'une vie autonome

«La Fondation Paul Schiller considère l'accompagnement des personnes âgées comme une forme de soutien essentielle, qui leur permet d'organiser elles-mêmes leur quotidien et lui donner un sens. Une bonne prise en soin favorise la participation sociale, préserve la santé psychique et tient

compte des besoins individuels d'accompagnement, qui ne sont souvent pas liés aux besoins en soins. À cet effet, une équipe interdisciplinaire composée de spécialistes, de proches et de bénévoles est indispensable. La fondation s'engage activement pour un accompagnement abordable et de qualité, elle soutient la recherche scientifique et des projets pilotes. Avec ses partenaires, elle continuera d'accompagner la formation de l'opi-



Herbert Bühl, président de la Fondation Paul Schiller

nion politique pour que toutes les personnes âgées en Suisse aient accès à une prise en soin adaptée.»

Garantir l'accès à l'accompagnement pour tout le monde

(Un bon accompagnement des personnes âgées implique de répondre à leurs besoins tant physiques qu'émotionnels, sociaux et psychologiques. À eux seuls, les soins ne suffisent pas. L'accès à un accompagnement adapté aux besoins doit être garanti pour tout le monde. De nombreuses organisations d'aide et de soins à domicile offrent d'autres prestations d'accompagne-



Thomas Heiniger, président de Aide et soins à domicile Suisse

ment en plus de l'aide au ménage, comme des services de repas ou de transport, ainsi qu'un soutien pour les proches aidantes et aidants. À cet effet, elles collaborent avec des associations comme Pro Senectute. Nous nous engageons en politique pour que les prestations d'accompagnement soient financées et qu'une vie autonome soit possible quelle que soit la forme d'habitat. Nous soutenons ainsi la modification prévue de la loi sur les PC concernant le financement des prestations d'accompagnement.)

Promouvoir le dialogue entre les partenaires

⟨⟨Par sa mission de transfert de connaissances et de mise en réseau au niveau national, Gerontologie CH contribue directement aux trois conditions d'un bon accompagnement

des personnes âgées, à savoir des connaissances sur le vieillissement et la population âgée, une vision réaliste du vieillissement et le dialogue entre les acteurs concernés. Concrètement, notre association réalise ces objectifs à travers différentes prestations, dont des conférences en ligne, des outils gratuits et le programme 'Commune amie des aîné·es'. S'ajoutent les informations sur les politiques cantonales de la vieillesse mises à disposition sur la plateforme 'Forum Politique de la vieillesse', fondée conjointement avec



Delphine Roulet Schwab, présidente de Gerontologie CH

Pro Senectute Suisse et Curaviva. Gerontologie CH peut aussi jouer un rôle de plateforme neutre entre les partenaires concernés et favoriser ainsi leur action coordonnée.

Rémunérer correctement les prestations spécifiques en matière de démence

«Les personnes avec des troubles cognitifs nécessitent un accompagnement et des soins spécifiques. Cela implique notamment d'avoir assez de temps à disposition. De plus,

une prise en soin adaptée aux troubles cognitifs demande un personnel spécialement formé et en nombre suffisant. Enfin, il est essentiel de créer des conditions-cadres politiques permettant aux fournisseurs de prestations, comme les associations d'aide et de soins à domicile ou les EMS, de facturer correctement ces prestations. Les troubles cognitifs affectent non seulement les personnes ellesmêmes, mais aussi leur entouage. Les vingt et une sections cantonales d'Alzheimer Suisse soutiennent les



Hans Stöckli, président central d'Alzheimer Suisse

proches concernés en leur proposant des conseils, des offres de répit et des formations. Elles les aident à accéder à un accompagnement spécialisé et à se mettre en lien avec les services locaux de soins et d'accompagnement.»

Développer des offres accessibles

⟨⟨Personne ne devrait être | contraint de renoncer à une prise en soin pour des raisons financières. En tant qu'organisation à but non lucratif, nous dépendons des dons car nos contrats de prestations avec la Confédération et les cantons ne couvrent pas tous les coûts. Il nous tient à cœur de répondre aux souhaits individuels des clientes et clients pour que les personnes accompagnées se sentent bien. Nous veillons à ce que ce soit



Denise Strub, présidente de Service de relève Suisse

toujours la même personne qui accompagne afin d'instaurer une relation de confiance et assurer la continuité. Le Service de relève Suisse entend faciliter l'accès à l'accompagnement, notamment en ligne, pour toutes et tous. Nous collaborons avec des organisations partenaires pour créer des offres facilement accessibles et nous nous engageons en politique \rightarrow

Principes de base et prises de position

pour que l'accompagnement reste abordable et éviter ainsi des coûts ultérieurs engendrés par une entrée en EMS, par exemple.>>

Créer des offres d'accompagnement et de logement adaptées aux besoins

⟨⟨Avec son association de | branche Curaviva, Artiset s'engage pour le développement d'offres de logement et d'accompagnement adaptées aux besoins. Dans le domaine spécialisé, Curaviva lance des projets pour la conception de formes d'habitat avec services, promeut des concepts de communautés de soutien et met à la disposition des institutions des aides à la mise en œuvre pour une approche centrée sur la personne et orientée dans l'environnement social pour les soins et l'accompagnement.



Laurent Wehrli et Marianne Streiff, coprésidence d'Artiset

En politique, la fédération s'engage pour la perméabilité financière entre les formes d'habitat stationnaires, ambulatoires et intermédiaires (PC, financement uniforme), pour un personnel en nombre suffisant (initiative sur les soins infirmiers) et pour la collaboration interprofessionnelle. Pour renforcer les soins intégrés, une bonne coordination est indispensable entre les partenaires aux niveaux national, cantonal et local.>>

Faciliter l'accès aux offres de soutien et d'accompagnement

⟨⟨Pro Senectute accorde une | grande importance à un accompagnement global, coordonné et adapté aux personnes âgées, qui favorise leur autonomie et leur qualité de vie. Cela inclut des conseils en matière de santé, de finances et de vie sociale, un soutien à la vie quotidienne, des services de repas et des tables de midi, un accompagnement social et du bénévolat. Pro Senectute Suisse et ses organisations cantonales



Eveline Widmer-Schlumpf, présidente du conseil de fondation de Pro Senectute Suisse

s'engagent pour renforcer la coordination et la mise en réseau des offres d'accompagnement et pour pérenniser leur financement. Ces prochaines années, nous mettrons l'accent sur le développement de plateformes numériques facilitant l'accès aux offres de soutien et d'accompagnement. De bons partenariats avec des organisations des domaines du social, de la santé et du bénévolat sont aussi essentiels pour promouvoir une prise en soin intégrée.>>

Encourager et renforcer l'accompagnement coordonné

⟨Les personnes âgées sont l'une des plus grandes richesses de notre société moderne. La Croix-Rouge suisse encourage le maintien de l'activité au quotidien et la participation sociale, par exemple via son service de visite et d'accompagnement. L'un de ses piliers est le service de transport. Les

offres de répit et les espaces d'échanges pour les proches sont aussi notre priorité. Nous offrons également des informations, des conseils et une coordination ainsi qu'un accompagnement de proximité et une prise en soin palliative. La CRS forme chaque année environ 4000 auxiliaires de santé, qui soignent et accompagnent les personnes ayant besoin de soutien, sous la supervision du personnel infirmier. Nous participons d'ores et déjà à des projets visant à promouvoir une prise en soin coordonnée et souhaitons inten-



Thomas Zeltner, président de la Croix-Rouge suisse

sifier cette activité à l'avenir. Enfin, la CRS est active au sein d'organismes cantonaux et communaux et de réseaux entre organisations.⟩⟩ ■

Ensemble pour une vieillesse digne

ARTISET CURAVIVA

















ARTI**SET**Securit

ARTISET Securit est la solution pour les prestataires de services pour les personnes ayant besoin de soutien avec:

conseils, informations, formations.

ARTISET Securit est:

- simple Facile à mettre en œuvre.
- avantageuse Réduit au minimum votre charge de travail pour appliquer la directive CFST.
- **intégrable** Utilisable comme solution indépendante, soit intégrée dans votre QMS.
- complète Paquet global avec plateforme, formations de base et continues, audits, mises à jour, conseils.
- **professionnelle** Des spécialistes de la sécurité au travail et de la protection de la santé là pour vous.
- nationale Formations et documents disponibles en français et en allemand.



La solution de branche pour la sécurité au travail et la protection de la santé









HÖHERE FACHSCHULE FÜR AKTIVIERUNG AM PULS DER PRAXIS

HF Diplom 3-jährige Vollzeitausbildung Dipl. Aktivierungsfachfrau HF Dipl. Aktivierungsfachmann HF



> Mehr zum Aufnahmeverfahren unter medi.ch

Weiterbildungsangebote

für Aktivierungsfachpersonen HF (Ermässigung für SVAT-Mitglieder)



Zertifikat FAB

Fachperson in aktivierender Betreuung Fachverantwortliche/r in Alltagsgestaltung und Aktivierung

> Mehr zu den Weiterbildungsangeboten unter medi.ch

medi | Zentrum für medizinische Bildung | Aktivierung HF Max-Daetwyler-Platz 2 | 3014 Bern | Tel. 031 537 31 10 | at@medi.ch





Verbessern Sie die Arbeitsbedingungen. Mit einer Simulation im Massstab 1:1.

